

Leçons d'Iran 1978-1988



2023



*Il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit la nécessité de
lutter contre le clergé, contre le panislamisme.*
(Vladimir Lénine, « Ébauche de thèses sur les questions nationale et
coloniale pour le 2^e congrès de l'Internationale communiste »,
5 juin 1920, *Œuvres*, Progrès, t. 31, p. 150)

Leçons d'Iran : la révolution de 1978- 1979 et la contre révolution islamiste de 1979-1988 p. 4

Déclaration internationale de 2023 : ni ayatollah, ni chah, gouvernement ouvrier et paysan ! p. 48

Le dessin de la couverture est de Wiaz, janvier 1981

Leçons d'Iran

Pendant des siècles, le mode de production dominant l'économie, la société et l'État perses est le mode de production dit « asiatique » (même s'il ne régnait pas dans toute l'Asie et s'il concernait aussi l'Égypte ou les empires précolombiens d'Amérique) qui se caractérise par la dispersion de communautés agricoles et artisanales autosuffisantes coiffées par un État despotique prélevant un tribut et assurant la continuité des infrastructures.

Les producteurs directs n'ont pas affaire à des propriétaires particuliers mais directement à l'État. (Karl Marx, *Le Capital*, III, 1863-1883, ES poche, p. 717)

Au début du 20^e siècle, une poignée de grands États capitalistes se partagent le monde. Pourtant, l'Empire perse, où le mode de production asiatique entre en crise, échappe à la colonisation et reste aux mains de la dynastie des Qadjars. L'indépendance est préservée grâce à la division des États qui le convoitent (Russie, Allemagne, Angleterre, France...). C'est pourquoi Lénine classe alors la Perse, avec la Chine ou la Turquie dans « les semi-colonies » où les classes exploiteuses ont leur propre État (*La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, 1916, thèse 6).

LA BOURGEOISIE NAISSANTE ET LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES « DÉMOCRATIQUES » REMPLACENT UN EMPEREUR PAR UN AUTRE

En 1905-1911, une révolution démocratique dont le but est d'obtenir une monarchie constitutionnelle (la « Révolution constitutionnelle ») avorte parce qu'elle reste confinée aux grandes villes et que l'empire tsariste voisin appuie le chah. La contre-révolution est renforcée par une fraction fondamentaliste du clergé de la religion musulmane chiite, sous le mot d'ordre « *Non à la légitimité constitutionnelle, oui à la légitimité islamique* ». Mais la dynastie des Qadjars est minée. Durant la 1^{re} Guerre mondiale, les armées russe, britannique et turque envahissent la Perse. L'État archaïque s'effondre mais une fraction de l'armée dirigée par Reza Khan, aidée par l'impérialisme britannique, entreprend de le rétablir en 1921. Comme leurs homologues turcs, les officiers s'émancipent de la tutelle étrangère, écrasent tout séparatisme et tentent de moderniser l'Iran (c'est le nom adopté en 1935). Reza Khan développe un réseau routier. Des entreprises publiques naissent, abritées par le protectionnisme. Contrairement à Mustafa Kemal, il n'établit pas une république mais se couronne en 1926 avec l'approbation du clergé et fonde ainsi la dynastie des Pahlavis.

Pendant la 2^e Guerre mondiale, les Alliés (États-Unis, Grande-Bretagne, URSS...) envahissent l'Iran en 1941 et destituent le chah soupçonné de sympathie pour l'Axe (Allemagne, Italie, Japon...). Les masses s'engouffrent dans la brèche, en s'appuyant sur l'armée de l'URSS qui occupe le Kurdistan et l'Azerbaïdjan iraniens. Mais, en 1946, l'URSS se retire alors que les États-Unis et la Grande-Bretagne aident le fils de Reza Khan, Mohammad Reza Pahlavi, à écraser les minorités nationales et le mouvement ouvrier.

L'Iran bénéficie après-guerre de la demande mondiale de pétrole. Mais la rente est accaparée par le groupe capitaliste britannique BP. En 1951, au compte de la bourgeoisie nationale, le premier ministre nationaliste Mossadegh (Front national, FN) tente de la récupérer. Il proclame aussi une réforme agraire pour développer le capitalisme national.

Les États-Unis et le Royaume-Uni entreprennent alors de renverser le gouvernement légal, en misant sur le chah et l'état-major. Ils utilisent les islamistes (comme les États-Unis le feront à nouveau en Indonésie en 1965-1966). En 1952, leurs services secrets CIA et MI6 donnent le feu vert à un coup d'État (l'Opération Bedamn). L'ayatollah Kashani tente de chasser le premier ministre en janvier 1953 au parlement (Majlis). En février, les ayatollahs Kashani et Behbehani prennent la tête d'un cortège massif composé de petits bourgeois traditionnels et de déclassés, renforcés par des policiers et des militaires. La manifestation a lieu au moment où les troupes monarchistes occupent la station de radio et marchent sur la résidence de Mossadegh. Le premier ministre se démet le jour suivant.

L'IRAN DE 1953 À 1978, UNE TYRANNIE SOUTENUE PAR LES ÉTATS-UNIS

Ainsi, les États-Unis et la Grande-Bretagne mettent à genoux le nationalisme bourgeois perse qui osait les défier. Tant pis pour les libertés et la démocratie qu'ils affichent pour « le monde libre ». Les États-Unis tirent les marrons du feu au détriment de la Grande-Bretagne. Cela complète le dispositif régional qui comprend Israël, l'Arabie saoudite et la Turquie, alors que la plupart des régimes arabes (Algérie, Égypte, Syrie, Irak...) s'appuient sur l'URSS pour limiter les prétentions des puissances impérialistes occidentales. Jusqu'à sa chute en 1979, le chah est soutenu également par les différents gouvernements coloniaux d'Israël et par le régime d'apartheid d'Afrique du Sud. Si la culture et l'art sont tolérés, toute opposition politique à l'autocrate est réprimée violemment par la police politique SAVAK formée par la CIA et placée directement sous les ordres du chah. Elle espionne, infiltre, arrête, torture et exécute pour inspirer la terreur. Elle comporte depuis le début une fraction islamiste conséquente, surtout à la base.

Cependant, le régime ne peut pas survivre uniquement par la contrainte et la répression. Idéologiquement, il cultive un nationalisme invoquant la continuité millénaire avec la grande Perse antique. Économiquement, sans laisser les forces du marché opérer lentement, il précipite une mutation capitaliste par en haut (comme auparavant Bismarck en Allemagne, Mutsuhito au Japon, Kemal en Turquie...). Pour cela, l'État lance une planification et la « Révolution blanche » pour développer l'industrie (sidérurgie, chimie, automobile) et pour renforcer les structures capitalistes au détriment des rapports précapitalistes et du clergé chiite. La prétendue Révolution blanche déplace le pouvoir économique du commerce et de l'usure vers l'industrie et la banque. Ce tournant provoque une fracturation à l'intérieur des commerçants (bazaris) dont une partie mue en capitalistes pro-monarchistes tandis que les laissés pour compte renforcent les liens avec l'opposition religieuse et conservatrice incarnée par Khomeiny.

En 1960, l'Iran fait partie des fondateurs de l'OPEP pour améliorer la position des pays capitalistes exportateurs de pétrole et de gaz naturel.

Malgré l'amère opposition du clergé, quelques 5,5 millions d'Iraniens (sur une population de presque 21 millions à cette époque) approuvent une réforme agraire modérée par le référendum de 1961 (4,1 millions contre). Les grands propriétaires fonciers reçoivent de généreuses compensations. Contre l'avis du clergé, le suffrage est étendu aux femmes en 1963. Cela permettra au clergé d'associer dans sa propagande l'égalité des femmes à la monarchie.

Parce que toute la hiérarchie chiite avait trahi Mossadegh et appuyé le coup de la CIA, les fondamentalistes étaient réduits au silence et étaient passés à l'arrière-plan. La Révolution blanche leur ouvrit l'occasion de revenir dans le jeu politique... Ils s'opposèrent aux réformes agraires du chah, car ils étaient parmi les principaux propriétaires fonciers d'Iran... ils s'opposèrent au droit de vote des femmes, pour la raison que cela affaiblissait leur autorité idéologique. (Torab Saleth, « Class nature of the Iranian state », *Critique* n° 43, décembre 2007, p. 441-442)



Washington, 22 octobre 1969, Nixon reçoit Reza

En 1972, le chah édicte une loi qui interdit aux femmes de voyager sans l'autorisation de leur mari, ce qui ne suffit pas à calmer le clergé.

Si aucune puissance impérialiste ne tente de défier la prépondérance politique des États-Unis, ses alliés, en particulier l'Allemagne, multiplient les échanges écono-

miques au détriment des groupes américains. Le groupe français Total est présent sur place pour extraire et raffiner le pétrole. En 1975, le groupe français Framatome se voit confier la construction de cinq centrales nucléaires.

Entre 1965 et 1977 l'accumulation du capital passe de 15,3 à 168,1 mille millions de réals. Une partie des anciens propriétaires terriens, les hauts fonctionnaires de la monarchie Pahlavi et des couches des bazaris mutent en une bourgeoisie aussi étroite que concentrée. En 1974, 45 familles contrôlent 85 % des entreprises industrielles. La famille du chah elle-même détient 207 entreprises du négoce, de la finance ou de l'industrie.

L'État structure un bloc d'officiers, de managers d'entreprise, de policiers, de fonctionnaires civils, de femmes qualifiées ... autour de la minorité capitaliste. En même temps, le développement du capitalisme conduit inévitablement au renforcement numérique du prolétariat (agricole, industriel, commercial, bancaire...) qui a le potentiel de rompre ce bloc et de prendre la tête d'une autre alliance sociale, radicalement opposée. Encore lui faut-il un moyen qui, dans son cas, n'est pas l'État bourgeois mais le parti ouvrier révolutionnaire.

L'Iran du second Pahlévi se pose en puissance régionale. Il intervient militairement dans la région, pour éviter tout risque de révolution à ses frontières, pour étendre son influence, voire son territoire, pour consolider en interne le nationalisme : au Yémen pour soutenir la monarchie contre les républicains (1962-1970) ; aux Émirats pour s'emparer de trois îles (1971) ; à Oman pour appuyer le sultan contre la guérilla du FLD au Dhofar (1971-1976), ce qui lui permet d'obtenir des bases militaires ; au Pakistan pour aider le gouvernement contre la guérilla baloutche du BPLF (1973-1974) ; en Irak pour aider la guérilla kurde du PDK contre le régime du Baas (1972-1975).

Mais la première crise capitaliste mondiale d'après la 2e Guerre mondiale percute l'accumulation du capital (1973-1975). La croissance chute brutalement. Comme ailleurs, le gouvernement essaie de stimuler l'économie, selon l'orthodoxie keynésienne de l'époque, par le déficit budgétaire. Comme partout, cela ne débouche que sur l'inflation, encore plus délétère dans un pays dominé. L'exode rural se met à dépasser les besoins de main-d'œuvre. Les bidonvilles se gonflent, ce qui conduit à l'été 1976 à des affrontements quotidiens avec la police au sud de Téhéran, sans que le clergé s'en mêle.

Des premières grèves surviennent qui donnent peu à peu confiance à des secteurs d'ouvriers. Les étudiants, sentant qu'un vent de protestation sociale se lève, se mobilisent. Dans cette « prison des peuples », au sud-ouest, les Arabes et, au nord-ouest, les Kurdes s'agitent contre la monarchie perse.

De son côté, l'État américain commence à tenter de mobiliser, contre l'URSS, des mouvements islamistes, ce jeu d'apprenti sorcier inquiète Reza qui proteste en 1977. Le 31 décembre de cette année, le président Jimmy Carter (Parti démocrate) fête la nouvelle année en compagnie du monarque dans son palais de Téhéran et célèbre à cette occasion « *un ilot de stabilité dans une région tumultueuse et agitée* ».

LE CLERGÉ CHIITE, OPPOSANT RÉACTIONNAIRE À LA MONARCHIE

Bien que le capitalisme soit désormais le mode de production dominant, le clergé chiite issu du mode de production asiatique reste influent. Il est traditionnellement plus centralisé que le clergé sunnite. En Iran, il compte environ 50 ayatollahs, 5 000 mujtahids, 150 000 mollahs, 60 000 « étudiants en religion », plus les employés du clergé.

L'appareil religieux entretient des liens étroits avec les propriétaires fonciers traditionnels (dont elle fait aussi partie) et le négoce traditionnel (« le bazar »). Le commerce ne repose pas seulement sur des boutiquiers et des artisans visibles dans les marchés couverts de chaque ville (les bazars physiques équivalents des souks, 12 km à Téhéran). Il est coiffé par le capital marchand compradore qui a toujours freiné l'industrialisation. « Le bazar » contrôle encore, en 1978, 30 % des importations du pays (la majorité des biens de consommation), deux tiers du commerce de gros en province. Il emploie 1,5 million de personnes dont au moins deux cent mille à Téhéran.

Outre l'emprise de la religion qui sert de consolation au déracinement et qui est aussi une forme de résistance idéologique à la domination étrangère (de religion chrétienne), le clergé dispose d'un réseau très matériel de 80 000 mosquées à l'abri de la police, d'un réseau de crédit et de charité. Il défie le chah, s'oppose à la réforme agraire, à l'égalité juridique des femmes, à l'introduction de supermarchés, aux obligations administratives et fiscales imposées aux boutiquiers... Khomeini se fait connaître par son opposition virulente à la Révolution blanche dont la véritable intention est, selon ses dires, de livrer le pays « *aux juifs, aux chrétiens et aux ennemis de l'Islam* ».

Les impérialistes, les dirigeants oppresseurs et traîtres, les Juifs, les chrétiens et les matérialistes tentent tous de déformer les vérités de l'islam et d'égarer les musulmans... Nous devons riposter et faire prendre conscience au peuple que les Juifs et leurs soutiens étrangers s'opposent aux fondements mêmes de l'Islam et souhaitent établir la domination juive dans le monde entier. (Rouhollah Khomeini, 1965, dans Hamid Algar, *Islam and Revolution*, Mizan, 1981, p. 127)

Pour lui, le chah est « *un infidèle juif* ». En 1963, il est arrêté par la SAVAK. L'ayatollah Kazem Shariatmadari lui permet d'échapper à la peine

de mort en lui octroyant le titre de « grand ayatollah », ceux-ci ne pouvant être condamnés à la peine capitale en vertu de la Constitution de 1906. Il est condamné à l'exil.

Le Parti de la coalition islamique fondé en 1963 par la majorité du clergé chiite et les commerçants traditionnels organise des attentats, comme l'assassinat du premier ministre Hassan Ali Mansour en 1965.

Le clergé prend le contrôle idéologique et politique des bidonvilles qui enflent avec un exode rural de 4,3 millions de personnes de 1956 à 1976 alors que la dépossession des petits paysans va plus vite que leur incorporation dans la force de travail urbaine.

UN MOUVEMENT OUVRIER IMPRÉGNÉ DE STALINISME ET ÉCLATÉ

Du côté du prolétariat et des étudiants, faute d'internationale ouvrière révolutionnaire, l'émiettement est aussi considérable que la confusion théorique et politique.

- la Ligue des socialistes iraniens, la sociale-démocratie locale, est immergée dans le Front national bourgeois.
- Le parti « communiste » stalinisé, le « Parti des masses d'Iran » (Toudeh), clandestin depuis 1949, n'avait pas soutenu la nationalisation du pétrole par le gouvernement nationaliste bourgeois du FN et de Mossadegh, ni combattu le coup d'État militaire de 1952, ce qui a affaibli son autorité. Sa direction est réfugiée en Allemagne de l'est.
- Inspirés par la résistance palestinienne et par les révolutions chinoise, vietnamienne et cubaine, des jeunes intellectuels musulmans liés au FN et au MLI créent en 1965 une guérilla, « l'Organisation des combattants pour la foi du peuple iranien » (Moudjahidines ou MeK) qui s'appuie aussi sur une aile du clergé, celle dirigée par l'ayatollah Mahmoud Taleghani. La monarchie les appelle « islamo-marxistes ».
- Des étudiants kurdes constituent en 1969 à Téhéran un groupe maoïste, « l'Organisation révolutionnaire du peuple ouvrier du Kurdistan » (Komala) opposée au parti nationaliste bourgeois kurde (PDKI).
- D'autres jeunes en rupture avec le Toudeh et le FN lancent en 1971 « l'Organisation de la guérilla des prêts à se sacrifier pour le peuple iranien » (Fedayins ou OGFPI) mi-castriste mi-maoïste qui mène des actions de terrorisme analogues à celles du MeK.

- Une partie des Moudjahidines rompt en 1972 avec la religion pour adopter le maoïsme sous le nom de Peykar.
- Le Toudeh subit en outre plusieurs scissions prochinoises dont le « Parti du travail d'Iran » (Toufan), « l'Union des communistes iraniens » (Sarbedaran) qui se fracturent quand Mao reçoit Nixon à Pékin en 1971.
- En 1976, une minorité des Moudjahidines abandonne la lutte armée et rejoint le Toudeh.

Quand la révolution commence, le Toudeh est chargé par la bureaucratie de l'URSS de faire basculer l'Iran, qui est à ses frontières, dans la neutralité, tout en empêchant une révolution sociale qui pourrait la contaminer. Quant aux sectes « marxistes-léninistes » financées par la Chine, elles sont plus hostiles à l'URSS et au Toudeh qu'aux États-Unis à Khomeini.

Les Fedayin et le Peykar, quant à eux, sont plutôt les héritiers, sans le savoir, du Parti socialiste-révolutionnaire de 1917 que du Parti bolchevik. En s'orientant vers la lutte armée contre la monarchie, ils ont tourné le dos à la classe ouvrière dont le rôle sera décisif dans la chute du régime mais qui ne disposera pas de parti pour déjouer les manœuvres et la répression de la contrerévolution islamique.

Le parti réformiste lié à la bureaucratie de l'URSS (Toudeh), les organisations de guérilla (Fedayins, Peykar) et la mouvance stalino-maoïste (Komala, Toufan, Sarbedaran...) présentent la révolution à venir comme « démocratique » et considèrent que Khomeini est « progressiste » et « antiimpérialiste ». Le prétendu front uni antiimpérialiste de Staline, Mao, Castro et compagnie sert de couverture à la capitulation envers l'aile la plus conservatrice des classes dominantes.

*Quand Khomeini désigna son gouvernement révolutionnaire provisoire, les Fedayins, les Moudjahidines, le parti Toudeh et bien d'autres approuvèrent. Quand les tribunaux islamiques récemment mis en place se réunirent en secret pour condamner à mort des membres de l'ancien régime, la gauche les salua. Quand le régime commença à attaquer les droits de femmes sous le slogan « à bas les prostituées occidentalisées », la gauche, au mieux, l'écarta comme un problème de femmes et de second rang. (Torab Saleth, *Revolution and Counter revolution in Iran*, HKS, 1984, p. 19)*

EN JANVIER 1978, LA MONARCHIE ENTRE EN CRISE

Le 8 janvier 1978, à Qom, un rassemblement des « étudiants en religion » (séminaristes chiites) répond à un article qui accuse Khomeini de comploter avec la Grande-Bretagne et l'URSS et, accessoirement, de don-

ner dans la pornographie. La protestation s'étend à tout le pays. À Tabriz, capitale de la province de l'Azerbaïdjan oriental, après qu'un homme est tué par la police, une émeute éclate puis, pendant deux jours, les manifestants attaquent, détruisent ou incendient les symboles du pouvoir et de l'Occident : siège du parti unique, postes de police, cinémas, banques, hôtels de luxe, débits de boissons alcoolisées, etc. Pour la première fois, l'armée dont la majorité est constituée de conscrits doit venir épauler une police débordée, elle tire sur les émeutiers et fait des dizaines de morts. Les hommages rituels se transforment en rassemblements et chaque décès d'un participant entraîne une nouvelle manifestation quarante jours plus tard selon le rite religieux.

Au printemps 1978, les manifestations de rue brandissent des portraits de différents ayatollahs. À l'automne, les manifestants crient le plus souvent « *Vive Khomeini !* ». En décembre, toutes les nuits, les partisans du clergé crient « *Allahu akbar !* » (*Dieu est le plus grand !*) ; dans la journée, ils tentent d'interdire, vainement, les portraits de Mossadegh brandis par le FN et le MLI dans les manifestations. Les cortèges du 11 décembre sont massifs dans tout le pays. Le 18, l'appel à la « grève générale » lancé par Khomeini est un échec. Le 22 décembre 1978, les émeutes et les pillages reprennent, des mutineries se produisent.

Le 26 décembre 1978, la grève dans l'industrie du pétrole bloque l'essentiel des exportations.

L'action de la classe ouvrière a causé la paralysie générale de la production et a donné le coup de grâce au régime impérial. Et cette période de grève générale, en particulier dans l'industrie pétrolière, les complexes pétrochimiques, les transports routiers, l'électricité et les chemins de fer, a porté à son paroxysme la crise de l'État. Il est évident que l'ampleur de l'agitation ouvrière a atténué l'orientation islamique que le clergé tentait de conférer au mouvement, d'autant plus que l'influence de ce dernier était presque nulle dans les usines et les unités de production. (Chapour Haghighat, Iran, la révolution islamique, 1985, Complexe, p. 31)

Le 4 janvier 1979, le chah nomme premier ministre Bakhtiar (FN) qu'il avait emprisonné durant 6 ans.

Vu le degré de répression, la seule force nationale d'opposition est alors le clergé. Mais il n'est pas encore unifié. Chaque ayatollah a sa clientèle. Tous sont des champions en duplicité. Les plus influents sont Khomeini, Shariatmadari et Taleghani. Les mosquées et les cimetières sont les seuls lieux où sont tolérés les rassemblements. Au début, les rangs des manifestants comprennent plus de chômeurs ou de déclassés que de salariés qui sont encore au travail. Les manifestations s'accompagnent de destructions de

symboles du régime ou de l'occident, de pillages qui épargnent les marchés couverts des centres et les boutiques des quartiers pauvres. Les ayatollahs organisent des comités islamiques autour des mosquées, encadrés par les mollahs et les petits commerçants, ils convoquent les manifestations de rue, ils recrutent des éléments du lumpen et de la pègre pour constituer des troupes de choc. La plupart des prisonniers islamistes sont relâchés durant l'année 1978 et renforcent cette mouvance.

En mars 1978, commencent des grèves contre des plans de licenciement, pour des augmentations de salaire, l'amélioration des conditions de travail, l'obtention de congés payés, l'élection libre de représentants (usine Azmayesh de Téhéran, industrie du pétrole, briqueteries de Tabriz, éboueurs d'Abadan, textile de Bechar, machines-outils de Tabriz...).

À la fin du mois d'août, le chah reçoit la visite officielle du successeur de Mao, Hua Guofeng qui lui prodigue des conseils de fermeté. Cependant, le patronat et le chah accordent des concessions. Il est trop tard, elles ne font que renforcer la contestation de la monarchie dans la rue et la mise en cause du despotisme du capital sur les lieux de production. Les universités sont aussi en effervescence sous l'influence, principalement, des Moudjahidines et des Fedayins. Des conscrits désertent pour ne pas tirer sur les manifestants.

Le « vendredi noir » 8 septembre, l'armée massacre les manifestants. Les grèves repartent : raffineries d'Ispahan, d'Abadan, de Tabriz et de Chiraz, imprimerie et ciment à Téhéran, banques, télécommunications, administration, énergie, ports, transport aérien, chemins de fer... Y participent des membres du FN et du Toudéh ranimant des noyaux poussés à la clandestinité par la SAVAK, puis des organisations plus radicales comme le Peykar et les Fedayins. Des comités de grève se forment, rarement reliés entre eux. Même sans coordination, les travailleurs sont en grève générale illimitée de fait en novembre 1978. Par conséquent, l'économie commence à être désorganisée.

Le 5 novembre 1978, le centre de Téhéran est saccagé, sans doute avec la participation de la SAVAK. Le chah nomme premier ministre le général Azhari qui décrète le couvre-feu. Le gouvernement américain commence à envisager un changement politique.

La bourgeoisie iranienne dispose de deux solutions de secours : l'opposition bourgeoise démocratique et nationaliste, le clergé chiite.

LA BOURGEOISIE IRANIENNE ET LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES ENVISAGENT LA CARTE KHOMEINI

Les capitalistes de l'industrie, de la distribution et de la finance, les hauts fonctionnaires, se reconnaissent plutôt dans l'opposition « libérale » (au

sens de « démocratique ») du Front national (FN) de Bakhtiar et Bani Sadr ou dans le Mouvement de libération de l'Iran (MLI) de Bazargan. En 1978, ces partis bourgeois réapparaissent et retrouvent un appui dans les professions libérales, l'encadrement des administrations et des entreprises, l'université, une minorité d'ouvriers et d'employés. Mais ces partis sont moins influents au sein des masses que le clergé musulman.

Alors, les chefs des partis bourgeois FN et MLI, l'ancienne organisation de guérilla cléricale MeK (Moudjahidines) se rallient aux ayatollahs et refusent de défendre les revendications démocratiques.

Un pays colonial ou semi-colonial arriéré dont le prolétariat n'est pas suffisamment préparé pour grouper autour de lui la paysannerie et pour conquérir le pouvoir est de ce fait même incapable de mener à bien la révolution démocratique. (Lev Trotsky, « Thèses sur la révolution permanente », 30 novembre 1929, *La Révolution permanente*, Minuit, 1963, p. 126-127)

Tout au long de 1978, le clergé parvient à assimiler le mouvement des masses à l'islam et le chah au diable (Satan). Les rivaux potentiels, de la bourgeoisie libérale aux mouvements de guérilla maoïstes ou castristes, s'y plient, sans prévoir que, un par un, ils seront classés un peu plus tard comme non-musulmans et donc du côté de Satan.

La presse occidentale multiplie les entrevues de Khomeini. Comme tout prélat et comme tout politicien qui n'est pas au pouvoir, il ruse avec les journalistes et leur raconte ce qu'ils veulent entendre.

La réforme agraire que nous voulons fera profiter le paysan du produit de son travail et pénalisera les propriétaires qui auront été à l'encontre des lois islamiques... Le régime du chah s'emploie à empêcher les femmes d'être libres, en les plongeant dans l'immoralité. C'est contre cela que l'Islam s'insurge... Le concept islamique, basé sur l'unicité de Dieu, est le contraire du matérialisme... J'ai toujours souligné dans mes proclamations que le peuple musulman doit demeurer homogène dans sa lutte et s'interdire toute collaboration organique avec les éléments communistes. Nous ne collaborerons pas avec les marxistes, même pour renverser le chah. J'ai ordonné à mes fidèles de ne pas le faire. (Rouhollah Khomeini, *Le Monde*, 6 mai 1978)

L'ayatollah exilé lui garantit qu'il est anticommuniste et ne remettra pas en question le droit de propriété à condition que ses détenteurs versent au clergé de quoi faire la charité. Néanmoins, toute lecture de ses écrits en arabe et en persan montre que sa « république » est théocratique et que sa « démocratie » est réservée à ceux qui acceptent la domination de « la religion » (en fait du clergé qui, lui, est bien réel) sur l'État.

Face au danger d'instabilité grandissante, la bourgeoisie iranienne, croyante ou pas, envisage de s'appuyer sur le clergé. Pour les mêmes raisons, Khomeini obtient la bénédiction des principaux dirigeants impérialistes occidentaux qui se rencontrent le 5 janvier 1979 à Saint-François (Guadeloupe). Carter pour les États-Unis, Giscard pour la France, Gallagher pour la Grande-Bretagne et Schmidt pour l'Allemagne s'accordent pour lâcher Reza atteint d'un cancer car ils jugent que Khomeini est capable à la fois d'éviter que l'Iran tombe sous l'influence de l'URSS et d'y étouffer la révolution naissante (voir les mémoires de Jimmy Carter, *Keeping Faith*, Bantam, 1982 et celles de Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la vie*, Compagnie 12, t. 3, 2006). L'État américain a « déclassifié » une partie des tractations qu'entame en secret l'ayatollah avec le gouvernement du « Grand Satan ».

Il est souhaitable que vous recommandiez à l'armée de ne pas suivre Bakhtiar. Vous constaterez que nous n'avons pas d'animosité particulière contre les Américains. (Rouhollah Khomeini, www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-36431160)

Le compromis est simple : les puissances occidentales (au premier chef, les États-Unis) déposent le monarque et neutralisent l'armée ; le clergé musulman empêche la révolution sociale. En effet, Khomeini s'efforce de sauver le capitalisme iranien, en prenant la tête d'un bloc de la majorité du clergé chiite, de la bourgeoisie commerçante, du petit capital industriel et bancaire (caisses de crédit), des grands propriétaires terriens, d'une partie de l'appareil militaire de la monarchie, de la majorité de l'encadrement des administrations et des entreprises, d'une minorité d'étudiants et des professions libérales, d'une partie des mostazafin (les déclassés des bidonvilles).

Le lumpenprolétariat, cette lie d'individus dévoyés de toutes les classes, qui établit son quartier général dans les grandes villes, est de tous les alliés envisageables pour le prolétariat, le pire. (Friedrich Engels, « Préface », 1874, *La Guerre des paysans en Allemagne*, Éditions sociales, 1974, p. 29)

Même si les ouvriers de la grande industrie, les étudiants, les employés qualifiés, les cadres et les professions libérales, la plupart des ouvriers mis au chômage, beaucoup de paysans travailleurs sont rétifs aux mollahs, aucun parti n'oppose à cette opération, dont le succès n'était pas inéluctable, un bloc des opprimés et des exploités sous hégémonie de la classe ouvrière.

Le 15 janvier 1979, Khomeini, encore en exil, crée un Conseil de la révolution (sic) dont la composition reste secrète, ce qui révèle le caractère antidémocratique de la « ligne de l'Imam ». Le 16 janvier 1979, le chah s'enfuit.

1^{er} février 1979, Téhéran, Khomeini

L'INSURRECTION DE FÉVRIER 1979 BOULEVERSE TOUS LES CALCULS

Une révolution démocratique ou la libération nationale peuvent permettre à la bourgeoisie d'approfondir et d'étendre ses possibilités d'exploitation. L'intervention autonome du prolétariat sur l'arène révolutionnaire menace de les lui ôter toutes. (Lev Trotsky, « Critique du programme de l'IC », juillet 1928, L'Internationale communiste après Lénine, PUF, 1969, p. 294)

Le 18 janvier 1979, des centaines de milliers de personnes manifestent pour le retour de Khomeini. Des affrontements ont lieu avec les partisans de Bakhtiar qui mobilisent un peu moins de monde. Les Fedayins organisent le 21 une manifestation de 10 000 étudiants et ouvriers qui, entre autres, scandent « *Vive Khomeini !* » et sont néanmoins attaqués par les comités islamistes.

Le 1^{er} février, à 76 ans, l'ayatollah rentre d'exil, dans un avion spécial affrété par l'État français. Il est accueilli par plusieurs millions de personnes. Donnant une leçon à tous les prétendus marxistes qui se contentent de brailler « à bas untel ! » contre le gouvernement en place sans dire par quoi le remplacer, le chef réactionnaire annonce ouvertement ses visées.

La révolution n'a pas pour but le renversement du régime impérial, mais l'instauration d'une république islamique d'instauration divine. (Rouhollah Khomeini, « Discours », 5 février 1979, cité par Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade & Yann Richard, L'Iran au 20^e siècle, Fayard, 2007, p. 168)

Il promet que les transports, l'eau et l'électricité seront gratuits pour les plus pauvres. Il désigne comme premier ministre Bazargan (MLI) qui promet des élections libres et une assemblée constituante. Les comités pour le retour sont renommés « comités de la révolution islamique ». Le 7 février, plusieurs centaines de milliers de personnes manifestent pour appuyer le gouvernement Bazargan-Khomeini.

Une partie de l'état-major, en lien avec le gouvernement américain, tente un coup militaire. Mais les soldats d'une caserne de l'armée de l'air se mutinent le 9 février à Téhéran et affrontent, avec l'aide de la population, la Garde impériale, le corps d'élite de la monarchie. Les Fedayins secourent les insurgés et s'arment auprès d'eux. Les désertions et les ralliements de conscrits commencent. Les attaques populaires aidées par les Moudjahidines et les Fedayins se multiplient à Téhéran contre les commissariats et les postes de police, malgré les mollahs qui appellent les gens à rentrer chez eux parce que « *l'imam n'a pas ordonné de soulèvement* ».

Des assauts similaires ont lieu dans les jours qui suivent dans d'autres villes. Le 11 février, 4 chars sont détruits dans l'est de Téhéran à coup de cocktails molotov. Quelques heures plus tard, le commandement militaire annonce à la radio qu'il est désormais neutre entre les deux gouvernements qui se disputent le pouvoir. Khomeini appelle ce jour-là à respecter la propriété privée et à obéir au gouvernement de Bazargan.

Peine perdue. Dans la nuit, le quartier général de la Garde impériale, dans le sud-ouest de Téhéran est pris. Le 12 février, le siège de la police politique de la monarchie, la SAVAK, est assiégé et incendié. 4 généraux sont liquidés. Les prisonniers politiques de la prison de Ghezel Hesar sont libérés. Khomeini appelle à cesser les attaques et à déposer les armes dans les mosquées. Les officiers se rallient en nombre aux ayatollahs Khomeini et Taleghani.

Des conseils de travailleurs (shoras) se multiplient dans les entreprises. Parce que l'administration est paralysée par la grève et que les forces de répression sont concentrées dans les villes, les campagnes sont souvent livrées à elles-mêmes. Des paysans reprennent leurs terres et les nomades leurs droits de pacage. L'insurrection lève la censure sur la presse écrite. Le débat politique est intense, comme lors de toute révolution, même si les comités islamiques et le Hezbollah reprennent immédiatement aux travailleurs la radiotélévision. Khomeini la confie à Sadeg Ghotbzadeh. La censure réactionnaire et bigote suscite une grève des salariés et la désaffection de la population.

Les staliniens de toutes les obédiences (Toudeh, Fedayins, Peykar, Toufan, Sarbedaran...) sont comme des poules qui supplient le renard de devenir végétarien et de protéger le poulailler. Ils escamotent que le haut clergé

musulman avait déjà joué un rôle réactionnaire décisif à chaque tournant historique du pays :

- de 1905 à 1909, lors de la Révolution constitutionnelle quand l'ayatollah Nouri tenta d'empêcher la démocratie naissante ;
- en 1952, lorsque l'ayatollah Kashani appuya le coup militaire (fomenté par les services secrets américains et britanniques) qui renversa le gouvernement nationaliste et modernisateur de Mohammad Mossadegh et du Front national.

Ce n'était pas un phénomène propre à l'Iran :

- en Égypte, les islamistes s'étaient opposés en 1953-1954 à la modernisation opérée par Nasser et à l'égalité des femmes, sans hésiter à employer la violence ;
- en Algérie, le mouvement nationaliste (PPA, MLTD, MNA, FLN) recourait à la religion pour subordonner le prolétariat et la paysannerie laborieuse à la bourgeoisie ; une fois au pouvoir, le gouvernement de Ben Bella en 1961 l'utilisa pour empêcher la révolution sociale qui s'esquissait ;
- en Indonésie, en 1965, les islamistes aidèrent l'armée à massacrer des centaines de milliers de communistes ou de minorités ethniques ;
- dans l'Afghanistan voisin, depuis 1978, les islamistes sont aidés par la CIA contre un gouvernement du type Toudeh. Ce sont les ancêtres d'Al-Qaïda et des Talibans.

Le Toudeh, qui se dispense de tout congrès, s'efforce de mettre fin aux grèves et de reconstruire l'État bourgeois. Son secrétaire général Noureddine Kianouri y gagne le sobriquet de « ayatollah Kianouri ». Il propose un « front uni antiimpérialiste » au PRI qui refuse. Le parti rejoint les comités islamiques.

Les Fedayins sont armés et bien plus populaires. Leur journal *Kar (Travail)* est vendu entre 100 000 et 300 000 exemplaires. Tout en dénonçant vaguement « les forces réactionnaires musulmanes », ils demandent vainement à Khomeini d'entrer dans son Conseil de la révolution et de former un gouvernement d'union nationale dont ils feraient partie. Le 14 février 1979, les Fedayins s'emparent de l'ambassade des États-Unis (un nid d'espions) mais la quittent sur ordre du gouvernement de Khomeini et Bazargan. Le 17, ils manifestent pourtant derrière un grand portrait de Khomeini. Leurs dirigeants sont reçus au quartier général de l'ayatollah à qui ils demandent de créer une armée populaire, de satisfaire les revendications ouvrières et la fin de la censure religieuse sur la radiotélévision.

S'il y avait eu une internationale ouvrière dans la tradition de la Ligue des communistes (1847-1852), de l'Association internationale des travailleurs

(1864-1872), de l'Internationale ouvrière (1889-1914), de l'Internationale communiste (1919-1924), de la 4^e Internationale (1933-1940), elle aurait mis en garde le prolétariat et la jeunesse iraniennes envers le clergé et l'islamisme.

LES PRÉTENDUES QUATRIÈMES INTERNATIONALES ET LE DÉBUT DE LA RÉVOLUTION IRANIENNE

Certes, il apparaît en 1979 une organisation, le Parti socialiste des travailleurs (HKS), qui se revendique ouvertement de la 4^e Internationale. Mais celle-ci n'existe plus comme centre communiste international depuis trente ans. En 1949-1951, la direction d'après-guerre (Michael Pablo, Ernest Mandel, Pierre Frank...) a révisé le programme sur le stalinisme et sur le nationalisme bourgeois des pays dominés. Par conséquent, la QI a éclaté en 1952-1953. Pour finir, ses sections sont toutes emportées par le révisionnisme, même celles qui avaient initialement résisté et constitué en 1953 le Comité international de la QI (PCI français, SWP américain, MAS suisse, Club britannique). En 1963, le SWP de Hansen et le SLATO de Moreno scissionnent le CIQI et rejoignent la QI pabliste de Mandel sur la base du castrisme (d'où la formation du « secrétariat unifié » qui ne durera que deux décennies). En 1971, ce qui reste du CIQI reçoit un coup fatal quand la SLL-WRP de Healy scissionne d'avec l'OCI de Lambert.

En 1978, le principal regroupement « trotskyste » international, celui auquel le HKS est rattaché, est la « 4^e Internationale » du secrétariat unifié établi en 1963 par Mandel, Hansen et Moreno. En fait, au moment où débute la révolution iranienne, cette prétendue « 4^e Internationale » est minée par la fracturation entre trois fractions opportunistes :

- la majorité pro-guérilla (Ernest Mandel, Livio Maitan, Daniel Bensaïd, Miguel Romero, Tariq Ali, Gilbert Achcar...) autour de la LCR française (aujourd'hui NPA), de la LCR espagnole (aujourd'hui AC) et de l'IMG britannique (aujourd'hui SR) à laquelle se rattache le Groupe des sympathisants iraniens de la 4^e Internationale/ Iranian Supporters of the Fourth International (Hormuz Rahimian, Azar Tabbari...) qui publie *Kandokav* ;
- une minorité légaliste et pacifiste (Jack Barnes, Mary-Alice Waters, Barry Sheppard, Peter Camejo, Doug Jenness, Doug Lorimer...) autour du SWP américain qui aide la Ligue Sattar/Sattar League (Siamak Zahraie, Mahmoud Sayrafizadeh...) qui édite *Payam-e daneshjoo*.
- une minorité tiers-mondiste et caméléon, la FB (Nahuel Moreno, Mercedes Petit, Ernesto González...) autour du PST argentin, qui

n'est pas représentée en Iran ; cette fraction va quitter la « QI » pabliste durant la révolution iranienne sans divergence notable sur cet événement historique et s'acoquiner avec le PCI de Lambert. Elle s'en séparera vite pour lancer la LIT qui éclatera plus tard en FT, UIT, LIT, LIS, SoB...

Deux petites organisations internationales nées de la crise de 1952-1953, restées dans le Comité international orthodoxe en 1963, mais qui se sont séparées en 1971 disputent alors à la QI pabliste l'héritage alors prestigieux de Marx, Lénine et Trotsky :

- la « 4^e Internationale » healyste (Gerry Healy, Mike Banda, Cliff Slaughter, David North, Savas Michael-Matsas ...) autour du WRP britannique qui est financé par les dictatures arabes à prétention anti-impérialiste du Proche-Orient... Elle a éclaté depuis. Son principal tronçon est la QI des PES/SEP (plus connue comme site WSWs) ;
- le CORQI-OCRFI lambertiste autour de l'OCI française (Pierre Lambert, Stéphane Just, François de Massot, Jean-Christophe Cambadélis...) qui est impliqué dans la sociale-démocratie internationale. Après que Lambert et Gluckstein aient reproclamé la 4^e Internationale (sic) en 1993, ce courant a éclaté en 2015 en deux : la « QI » de Lacaze et le « CORQI » de Gluckstein.

En dehors, il existe plusieurs mouvances « trotskystes » de taille significative et tout autant opportunistes :

- le CIO-CWI grantiste fondé à partir du courant Militant du Parti travailliste (Ted Grant, Peter Taaffe, Alan Woods, Rob Sewell...) qui a rompu sans aucune divergence stratégique avec la QI pabliste en 1965. Le grantisme s'adapte au réformisme dans les pays impérialistes et au nationalisme bourgeois dans les pays dominés ; il a éclaté depuis en CIO-CWI maintenu, ICR-ICR, PVI-IS, RIT-WIN...
- la TSI-IST cliffiste impulsée par le SWP britannique (Tony Cliff, Chris Harman, Alex Callinicos...) qui est née du refus en 1949 de soutenir la Chine et l'URSS contre les États-Unis durant la guerre de Corée. Son organisation américaine, ISA, s'est depuis dissoute pour rejoindre la sociale-démocratie (DSA du Parti démocrate).

Un trait partagé par tout le marais centriste, sans exception, est d'avoir ressuscité le « front uni anti-impérialiste » (l'alliance avec une aile de la bourgeoisie des pays dominés) de Radek et Zinoviev ratifié au 4^e congrès de l'IC alors qu'il est antagonique à la stratégie de la révolution permanente. Pour cette raison, le FUA est absent de tous les textes programmatiques de la 4^e Internationale (1933-1940). La plupart des centristes transforment la révolution permanente en un processus objectif et irrésistible

qui peut se dérouler sans parti prolétarien et sans programme communiste. En 1978-1979, cela conduit fatalement à sous-estimer les risques de contre-révolution en Iran.

Par contre, les révisionnistes se différencient sur le choix de la force politique qui incarnerait ce processus irrésistible. Certains misent sur les organisations petites-bourgeoises de guérilla (Moudjahidines et Fedayins), d'autres sur le nationalisme bourgeois laïque (FN), la plupart parient sur ce qui a le plus d'écho populaire, le haut clergé (les ayatollahs).

Un dirigeant du PST d'Argentine, membre de la « 4^e Internationale » pabliste :

Le renversement de la monarchie et la lutte contre l'impérialisme américain sont les premiers pas d'une grande révolution ouvrière et populaire... Elle a déjà pris sa place parmi les grandes révolutions du siècle. (Angel Soria, Opción, avril 1979)

Un idéologue du SWP des Etats-Unis, membre de la « 4^e Internationale » pabliste :

Bien que Khomeini souscrive à une idéologie religieuse, la base de son appel n'est pas la réaction religieuse. Au contraire, il a gagné un large soutien parmi les masses iraniennes parce que sa ferme opposition au chah est progressiste. (David Frankel, The Militant, 17 novembre 1978)



« La forme : religieuse, l'esprit : révolution ! », *Socialist Worker*, janvier 1979, ISO / États-Unis (TSI/IST cliffiste) ; « Retour de Khomeini : la révolution entre dans une nouvelle étape », *The Militant*, 9 février 1979, SWP / États-Unis (QI/FI pabliste)

Un élève iranien de la majorité de la QI/FI pabliste :

Quelle que soit la force qui se trouve à sa tête et quelles que soient les revendications par lesquelles il s'exprime, le mouvement de masse n'a absolument rien à voir avec la religion, et encore moins avec une religion réactionnaire. (Saber Nickbin, Iran: The Unfolding Revolution, IMG, janvier 1979, p. 33)

Opposé à la proclamation d'une organisation sous le drapeau de la 4^e Internationale jugée prématurée, le CIO/CWI prône d'attendre patiemment qu'elle surgisse miraculeusement du parti bourgeois FN.

Dans la situation actuelle en Iran, une organisation d'un millier de marxistes, d'un millier de révolutionnaires pourrait faire une différence décisive. Il est possible qu'une telle organisation provienne des forces qui se rassembleront autour du Front national. (Ted Grant, Militant, 16 février 1979)

L'entrisme dans le mouvement nationaliste bourgeois que préconise le CIO/CWI (et qu'il pratique dans l'ANC en Afrique du Sud, dans le PRD au Mexique...) est d'autant plus grotesque que l'aile radicale du FN l'a depuis longtemps déserté pour les Moudjahidines ou les Fedayins. Au moment où Grant écrit, les principaux chefs du FN se sont ralliés soit au chah (Bakhtiar), soit au clergé (Bani Sadr).

En dépit des espérances des mencheviks, non seulement le Parti constitutionnel démocrate n'était pas disposé à se mettre à la tête de la révolution « bourgeoise » mais, au contraire, il trouvait de plus en plus sa mission historique dans la lutte contre elle. (Lev Trotsky, « Trois conceptions de la révolution russe », 31 juillet 1939, Œuvres, ILT, t. 21, p. 349)

La FB pabliste-moréniste réduit le danger de contre-révolution à une intervention étrangère. Ne tirant pas plus les leçons du coup d'État militaire en 1973 au Chili que de la contre-révolution du Guomindang en 1927 en Chine, Moreno n'envisage jamais que la réaction puisse venir de la bourgeoisie nationale elle-même.

Il existe un risque certain de contre-révolution impérialiste... Pour cela, nous appelons à l'unité d'action avec tous les secteurs qui sont prêts à affronter la contre-révolution impérialiste... (FB, Boletín Mensual, avril 1979, p. 5)

Pire encore, les chefs de la FB, au cours de la réunion de la « 4^e Internationale » révisionniste qui suit la fondation du HKS, conseillent à leurs camarades d'Iran de s'immerger dans le mouvement contrôlé par le clergé.

Ils mettent sur le même plan la contre-révolution des bandes islamo-fascistes et les courageuses organisations s'inspirant de la révolution chinoise, cubaine ou vietnamienne qui ont mené l'insurrection.

Il y a des comités religieux de différents types, il y a des formations de guérilla. Nous, trotskystes, devons nous adresser aux masses iraniennes à travers le développement et la centralisation de tous les organismes enracinés dans le processus de lutte... (FB, Boletín Mensual, avril 1979, p. 4)

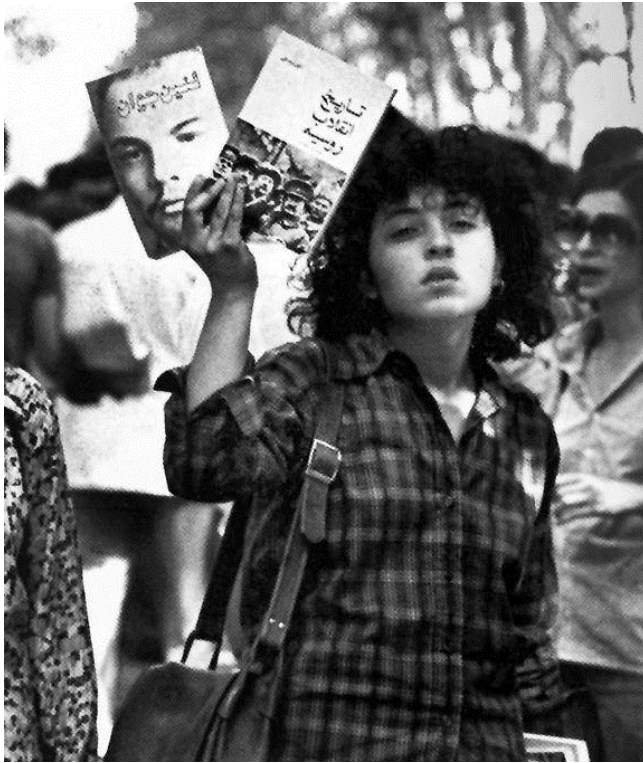
À la marge du « mouvement trotskyste », seuls la SL robertsoniste américaine (qui a déjà des traits de secte qui vont s'accroître) et le groupe WP britannique (qui reste entravé par son adhésion au front uni anti-impérialiste de Radek et Zinoviev) dénoncent d'emblée le caractère contre-révolutionnaire de l'islamisme.

LE HKS A POUR STRATÉGIE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Le parti doit se souvenir que, par rapport à son but principal, la conquête du pouvoir les armes à la main, les mots d'ordre démocratiques n'ont qu'un caractère secondaire, provisoire, passager, épisodique. Il doit l'expliquer. (Lev Trotsky, « La question chinoise après le 6^e congrès de l'IC », 4 octobre 1928, L'Internationale communiste après Lénine, PUF, 1969, t. 2, p. 426)

Quand la direction de la « 4^e Internationale » pabliste saisit qu'une révolution commence, elle envoie en janvier Barry Sheppard (SWP américain) et Brian Grogan (IMG britannique) unifier ses forces sur place. Début février 1979, en hâte, Sheppard, Grogan, Zaharaie et Rahimian fusionnent la Ligue Sattar, qui l'emporte par le nombre et était dirigée de manière autoritaire par Zaharaie, et le Groupe des sympathisants iraniens de la 4^e Internationale, un peu moins nombreux mais au fonctionnement plus démocratique. Le حزب کارگران سوسیالیست ایران Hezb-e kârgarân-e sūsiālist-e Irān (HKS, Parti socialiste des travailleurs d'Iran) est né avec 200 militants. En outre, une militante iranienne du CRQI lambertiste le rejoint

Le HKS doit annuler le 2 mars son premier meeting public à l'École polytechnique de Téhéran à la suite de l'agression conjointe des nervis islamo-fascistes du Hezbollah et des stalino-maoïstes du Peykar et des Sarbedaran, tous d'accord pour soutenir le gouvernement Bazargan-Khomeini. D'emblée, on est loin de l'atmosphère des universités nord-américaines et ouest-européennes, alors que le HKS est la seule organisation qui n'a pas d'armes. L'héritage nauséabond du stalinisme se retrouve dans la calomnie et la violence des sectes stalino-maoïstes contre les « trotskystes agents du fascisme » mais aussi dans la puante collaboration du Toudéh ou des Fedayins avec les islamistes contre eux, le Peykar ou le Komala.



Militante du
HKS, 1979

Bien que de taille réduite le HKS est la première organisation ouvrière à publier et vendre un journal régulier, *Kargar (Travailleur)*. Il double son effectif dans les semaines qui suivent et il commence à s'implanter dans les entreprises dont les raffineries du Khouzistan. Le HKS est aussi la première organisation d'Iran à caractériser correctement le gouvernement Bazargan comme bourgeois.

Ses cadres ayant tous lu Trotsky, ils semblent mieux préparés à comprendre les événements que les autres courants du mouvement ouvrier qui considèrent tous que l'Iran est « féodal », pas capitaliste, et que la révolution sera « démocratique », pas socialiste. Mais le courageux groupe subit aussi la crise de direction du mouvement ouvrier, aggravée par la disparition de la 4^e Internationale comme organisation communiste révolutionnaire dans les années 1950-1960.

La QI pabliste se révèle incapable en 1979 de guider le HKS face à la contre-révolution islamiste aidée par le stalinisme. À cause de ses inspirateurs semi-réformistes, celui-ci n'est pas si éloigné de l'étapisme de ses rivaux

politiques, avec moins de compréhension que certains d'entre eux du besoin que les masses s'arment.

Le programme *minimum* des partis de l'Internationale ouvrière (programme du Havre du PO de 1880, programme du groupe Émancipation du travail de 1884, programme d'Erfurt du SPD de 1891, etc.) comprenait l'armement du peuple. Comme la plupart des centristes qui usurpent l'étiquette « trotskyste », le HKS évacue l'armement du prolétariat.

L'axe du HKS est l'assemblée constituante, pas le pouvoir des conseils (shoras) désignant un gouvernement ouvrier et paysan.

La prochaine étape du combat engagé par les ouvriers et les masses laborieuses dans leur ensemble peut être résumé en une phrase : en avant vers la convocation d'une assemblée constituante. (HKS, « Première déclaration », Inprecor, 15 février 1979)

La convocation immédiate de l'Assemblée constituante est la seule façon qui permette l'expression du peuple... Seule une telle Assemblée peut déterminer et instaurer le gouvernement qui répondrait aux véritables intérêts de la société... La convocation de l'Assemblée constituante est la revendication centrale de toutes les masses laborieuses. (HKS, « Déclaration sur le référendum », Inprecor, 12 avril 1979)

La revendication de l'Assemblée constituante est encore, à cette étape, la revendication centrale de la révolution iranienne. (HKS, « Plateforme électorale », Inprecor, 7 février 1980)

Même si le mot d'ordre d'assemblée nationale ou constituante est justifié dans un pays qui vient de renverser une monarchie absolue et policière, pourquoi exclure (« la seule façon », « seule une telle assemblée »...) toute autre solution démocratique, donc le pouvoir des shoras ? Pour le HKS, l'assemblée constituante représente la voie obligée de la révolution, au lieu d'être un mot d'ordre tactique, comme pour le Parti bolchevik en Russie en 1917.

J'ai attaqué le gouvernement provisoire parce qu'il n'a pas fixé un terme rapproché, ni aucune date en général, à la convocation de l'assemblée constituante, et s'est borné à des promesses. Je me suis appliqué à démontrer que sans les soviets des députés ouvriers et soldats, la convocation de l'assemblée constituante n'est pas assurée et son succès est impossible. (Vladimir Lénine, Les Tâches du prolétariat dans la présente révolution, 7 avril 1917)

Aucun des documents du HKS n'aborde la question du clergé et de l'islamisme.

LA CONTRERÉVOLUTION ISLAMISTE DÉBUTE

Ou bien le prolétariat arrive au pouvoir, ou bien alors la bourgeoisie, par une série de coups successifs, affaiblit la pression révolutionnaire au point de regagner sa liberté d'action. (Lev Trotsky, La Révolution permanente, 1929, Minuit, 1963, p. 121)

Depuis la fuite du chah, il n'y a plus de parlement. Depuis l'insurrection, il y a une sorte de triple pouvoir :

- un gouvernement officiel mais non élu,
- un « Conseil de la révolution » autour de Khomeini,
- des shoras (conseils) qui gèrent démocratiquement la plupart des entreprises, des administrations, des universités et des quartiers.

Le Conseil de la révolution (sic), dont la composition est toujours secrète, est la structure du haut clergé qui mène consciemment, méthodiquement la contrerévolution.

Le gouvernement de Bazargan désigné par Khomeini est composé majoritairement de ministres du FN et du MLI. Il est reconnu par les États-Unis et par l'URSS, deux États qui ne sont pas de même nature, mais dont les dirigeants partagent la crainte de la révolution prolétarienne. À la base, le pays s'est couvert de multiples conseils dans les entreprises et les administrations (où ils prolongent les comités de grève), dans les quartiers... certains appliquent le contrôle ouvrier sur leur lieu de travail, mais ils restent isolés les uns des autres, ils ne sont pas centralisés et ne peuvent donc présenter une alternative au gouvernement et au Conseil de la (contre) révolution. Il n'y a même pas de syndicat national, chaque organisation stalinienne étant occupée à édifier son organisation propre, son « front de masse » chez les travailleurs, chez les femmes et chez les étudiants.

La participation du FN au gouvernement Bazargan-Khomeini engendre une scission, le FND. Les Moudjahidines se sont armés et ont recruté massivement durant l'insurrection à laquelle ils ont pris part. Ils soutiennent le gouvernement Bazargan et rejoignent les comités islamiques.

Le gouvernement maintient à leur poste la plupart des gradés de la monarchie, ce qui conduit des techniciens de l'armée de l'air à manifester en réclamant l'élection des officiers. Le Hezbollah et les comités islamistes désarment systématiquement les masses qui s'étaient armées durant l'insurrection.

Le 17 février 1979, Bazargan annonce la reprise des exportations de pétrole et ordonne la fin des grèves. Des jeunes surpris à boire de l'alcool sont fouettés, des homosexuels arrêtés. Le gouvernement expulse en février 3 000 immigrés afghans. La fraction khomeiniste du clergé fonde le Parti républicain islamique (PRI) avec l'ayatollah Mohammad Beheshti à sa tête, c'est ce parti qui contrôle la majorité des comités islamistes et qui dispose du Hezbollah.

INTERDICTIONS, ARRESTATIONS, TORTURES, JUGEMENTS EXPÉDITIFS

Les libertés politiques, le droit de réunion et d'association, la liberté de la presse, telles sont nos armes. (Friedrich Engels, « Intervention sur l'action politique de la classe ouvrière à la conférence de Londres de l'AIT », 21 septembre 1871, dans Engels & Marx, *Le Parti de classe*, Maspero, 1973, t. 3, p. 39)

Le gouvernement Bazargan-Khomeini refuse de publier la liste des agents de la SAVAK qui comportait de nombreux agents islamistes. Le Conseil de la révolution, par-dessus la tête du ministère de la justice, instaure des juridictions d'exception dont tous les juges sont des mollahs. À Téhéran, le tribunal islamique se tient dans les locaux de Khomeini et les exécutions ont lieu sur le toit à partir du 16 février : 550 peines de mort sont prononcées jusqu'en novembre. Le huis clos et l'exécution sur le champ ont l'avantage d'éviter que les anciens responsables (pas si nombreux, presque tous ont fui fin 1978 ou début 1979) révèlent que beaucoup de religieux ont collaboré avec l'ancien régime.

Comme les tribunaux islamiques sont censés juger les personnalités de l'ancien régime, les islamistes du Moudjahidines, mais aussi les « marxistes » du Toudeh, des Fedayins, du Peykar... ne dénoncent pas cette justice sommaire décidée par une fraction de la classe dominante et même s'en réjouissent, tournant le dos à l'ABC du communisme.

Les membres de minorités religieuses souffrent de vols et d'agressions systématiques malgré la protection officielle du zoroastrisme, du judaïsme et du christianisme par la République islamique. La plupart des Arméniens et pas mal de Juifs émigrent. Le bahaïsme, un culte synchrétique né au 19^e siècle, est persécuté par la secte religieuse majoritaire. Les 300 000 bahaïs n'ont pas le droit de percevoir de retraite, d'inscrire un nom sur la tombe de leurs défunts, d'hériter, de se réunir pour pratiquer leur religion, leurs lieux sacrés et leurs cimetières sont détruits. Leurs biens sont confisqués. Au moins 200 seront exécutés pour leur religion durant les années qui suivent.



Téhéran, 8 mars 1979

Le 28 février, la loi sur la famille est suspendue. Le 3 mars, le gouvernement Bazargan-Khomeini exclut les femmes de la magistrature ; le 7 mars, il les expulse de l'armée.

En mars, les tribunaux islamiques commencent à juger les homosexuels et les prostituées. Certains sont condamnés à mort.

Le 1^{er} mars, l'imam s'installe à Qom, ce qui oblige le conseil des ministres à s'y déplacer chaque semaine.

*Nous allons détruire les vestiges de l'Occident qui nous a ruinés, pour construire le pays de Mahomet. Nous ne dirons pas « République islamique démocratique », parce que « démocratique » est un mot occidental. Nous dirons simplement « République islamique ». (Rouhollah Khomeini, cité par Paul Balta, *Le Monde*, 6 février 1984)*

Il faut vraiment l'aplomb du vieil obscurantiste pour soutenir que la démocratie est une invention des États-Unis du 20^e siècle, sans parler des cheveux libres des femmes, de la consommation d'alcool, de l'homosexualité, de la musique et de la danse...

Beaucoup de travailleuses et d'étudiantes emportent un foulard dans leur sac pour pouvoir manifester sans risque. Lors de la journée internationale des femmes travailleuses, le 8 mars, malgré la neige, les étudiantes et les salariées qui manifestent sont harcelées par les comités islamiques et le Hezbolah (insultes, propositions indécentes, jets de

pierre...), mais les Fedayins les protègent. Les Moudjahidines et le Toudeh les condamnent. Les jours suivants, les agressions s'aggravent et, le 13 mars, les Fedayins les abandonnent.

*En mars 1979, un mouvement de chômeurs apparaît. À Ispahan, les fascistes des comités islamiques et du Hezbollah tirent sur une manifestation de chômeurs, faisant un mort et dix blessés. Bazargan et Khomeini lancent des appels à la reprise du travail à la mi-mars, puis encore en mai, l'ayatollah avertissant que « ceux qui incitent les ouvriers à continuer la grève sont coupables de trahison, plus que les assassins de l'ancien régime » (cité par Tristan Leoni, *La Révolution iranienne*, Entremonde, 2019, p. 186).*

Au Kurdistan iranien, les paysans travailleurs kurdes profitent du début de révolution urbaine pour mettre en culture des terrains appartenant à de riches propriétaires. En mars 1979, ces derniers font appel aux milices islamistes pour que soit respecté leur droit de propriété. À Sanandaj, la



capitale du Kurdistan iranien, la population attaque les commissariats, les casernes et le siège de la radiotélévision avec l'aide du Komala qui s'est armé en février. Le PDKI rallie l'insurrection pour ne pas perdre toute audience. Le gouvernement Bazargan-Khomeini envoie des renforts de l'armée écraser le soulèvement kurde, au prix de dizaines de morts.

Les islamistes commencent à épurer les shoras des quartiers, des administrations et des entreprises. Les 30 et 31 mars, Khomeini organise un référendum, sans secret du vote, avec le soutien des Moudjahidines et du Toudeh. Le choix est : « *la monarchie ou la république islamique* ». Cette dernière est ratifiée, officiellement, par 98 % des votes, avec un taux de participation -douteux- de 99 %. Le 1^{er} avril, la république islamique est proclamée. Le grand ayatollah Shariatmadari concurrence le PRI semi-fasciste en lançant le Parti républicain du peuple musulman (PRPM), réticent envers la mobilisation des déclassés, même au service de la contre-révolution.

S'appuyant sur le référendum, le gouvernement Bazargan-Khomeini convoque des élections à une « assemblée des experts » pour mettre au point la constitution.

En fait Khomeini veut une assemblée d'experts plutôt qu'une constituante composée de membres représentant la souveraineté populaire. Les experts sont présents pour leur expertise, surtout en droit islamique, et pas en tant que porte-parole de la société. (Mohammad-Rea Djalili & Thierry Kellner, Histoire de l'Iran contemporain, La Découverte, 2010, p. 80)

En avril, le gouvernement Bazargan-Khomeini expulse plusieurs milliers de travailleurs pakistanais, indiens, afghans...

Le 1^{er} mai 1979, des centaines de milliers de travailleurs et d'étudiants manifestent à l'appel des shoras et des organisations politiques du mouvement ouvrier, sauf le Toudeh. Il préfère rejoindre les rangs de la contre-manifestation des comités islamistes qui agressent les autres cortèges en criant : « *Les marxistes sont les agents du chah !* », « *Mort aux opposants !* », « *Les ouvriers doivent être au service du peuple et de Dieu !* ». Les Modjahedines manifestent séparément.

Fin mai 1979, le gouvernement promulgue une loi interdisant aux shoras d'intervenir dans la gestion des entreprises dont le directeur a été nommé par le gouvernement. Elle permet de punir légalement les contrevenants, taxés de « *contre-révolutionnaires* » (sic). Quand les travailleurs résistent, l'État crée des structures concurrentes, les harcèlent par des tracasseries administratives et comptables, les privent de matières premières, de pièces ou d'énergie. Le bazar refuse de commercer avec les entreprises aux

maines de conseils « communistes ». Les nervis des comités islamiques et des pasdarans intimident et frappent publiquement les militants. S'ils s'obstinent, ils sont licenciés et arrêtés. Peu à peu, les shoras sont transformées en « shoras islamiques », évidemment consultatives.

En mai, le gouvernement interdit la mixité dans les écoles. Le clergé ne se contente pas d'enflammer les illusions religieuses des masses ni de remanier les règles de droit. Il consolide un énorme corps d'espionnage, d'intimidation et de répression en intégrant une large partie de l'appareil d'État de la monarchie. Le 18 avril, Khomeini instaure une « journée de l'armée » ; en juin, il proclame l'amnistie en faveur des militaires et des policiers ; en juillet, il interdit de porter plainte contre eux. Il crée en mai 1979 les pasdarans et en novembre 1979 les bassidjis. Les deux milices sont directement sous ses ordres. Elles mélangent une partie de déclassés du Hezbollah et des fils de bazaris, encadrés par des militaires de métier.

Les pasdarans sont aussitôt envoyés écraser les grévistes et les minorités nationales kurdes, baloutches, turkmènes qui ont cru leur heure venue avec l'effondrement de la monarchie, auquel elles ont largement contribué.

Sous le chah, beaucoup d'entreprises industrielles et bancaires étaient publiques. En juin 1979, le gouvernement Bakhtiar-Khomeini remet à des fondations du clergé les biens de la famille impériale et des dignitaires du régime. Il nationalise la majorité des grandes entreprises privées (industrie, banque, assurance) en versant des indemnités aux actionnaires étrangers (dont les Américains) et iraniens (sauf les exilés). L'État bourgeois met fin au contrôle ouvrier instauré par les travailleurs et réintègre les cadres iraniens dans les entreprises (les cadres étrangers sont partis). Le 25 juillet, Khomeini interdit la musique à la radio et à la télévision.

Le FN et le PRPM, favorables à la constitution de 1906, appellent au boycott des élections à « l'assemblée des experts » qui se tiennent le 3 août. Les Fedayins, le Toudeh et le HKS présentent des candidats mais aucun n'est élu. Le scrutin est dominé par le PRI (trois quarts des voix). L'Assemblée des experts est majoritairement composée de mollahs (53 sur 73 sièges). Cependant, l'abstention est d'environ 50 % (soit 10 millions de personnes). Les Fedayins prétendent, stupidement, que le succès des candidats de Khomeini est sentimental et sans base de classe.

Début août, toute manifestation de rue est déclarée interdite. Le gouvernement généralise la censure islamiste. Le 7, les locaux du quotidien *Ayandegan*, dont les journalistes avaient été à la pointe de la lutte

Table 10.3 Selected leftist candidates in the Tehran elections for the Assembly of Experts

Candidate	Votes	Affiliation
R. Daneshgari	115,334	Fedayee
M. Madani	100,894	Fedayee
H. Raisi	90,641	Fedayee
M. Hajghazi	56,085	Fedayee
M. Aladpoosh	49,979	Peykar
E. Tabari	47,225	Tudeh
N. Kianouri	32,627	Tudeh
M. Amooye	25,792	Tudeh
M. Farmanfarmaiyan	25,435	Tudeh
B. Zahrai	16,446	Hezbe Kargaran Socialist

Les résultats des candidats du mouvement ouvrier aux élections à l'Assemblée des experts à Téhéran
 Stephanie Cronin, *Reformers and revolutionaries in modern Iran*, Routledge, 2004, p. 237

contre la monarchie, sont occupés par les Pasdaran et les membres de la rédaction sont jetés dans les anciennes prisons du chah.

Dans les jours qui suivent, une loi sur la presse entraîne, avec l'approbation du Tudeh, la suppression de quarante et un périodiques. Le prétexte est que les propriétaires étaient proches de l'ancien régime, alors qu'ils sont en fuite à l'étranger et leurs journaux, désormais dirigés par leurs travailleurs organisés en conseils... La loi prévoit aussi la fermeture de tout journal critiquant l'ayatollah Khomeini ou offensant la religion.

Le 12 aout, le FND convoque une manifestation pour protester qui est renforcée par les Fedayin et les Moudjahidines. Des dizaines de cars de voyous islamistes sont acheminés pour attaquer et disperser le cortège.

Je ne tolérerai pas qu'une poignée d'intellectuels, de démocrates et de journalistes, au nom de la liberté et de la démocratie, se permettent de comploter, de noyer le peuple dans la corruption et la prostitution, et poursuivent leurs activités diaboliques. Nous briserons ces plumes, nous écraserons ces démocrates, valets de l'Occident et du sionisme. Nous devons être violents contre ceux qui n'ont pas confiance dans l'islam. (Rouhollah Khomeini, cité par Gilles Anquetil, *La Terre a bougé en Iran*, Hachette, 1979, p. 226)

Le 13 aout, les comités islamiques et les pasdarans attaquent armés de gourdins le siège des Fedayins qui est pris d'assaut et le ravagent au cri de « *Mort au communisme athée !* ». Toutes les organisations ouvrières, sauf le Tudeh, sont interdites. Les bandes islamo-fascistes s'en prennent aux librairies « sataniques » et brûlent les publications qui leur déplaisaient, comme les hordes nazies en mai 1933. Des militants sont arrêtés, jugés et condamnés, dont plusieurs du HKS. À aucun moment, un front unique ouvrier ne s'oppose à la réaction islamiste.



Kurdistan, août 1979, des prisonniers kurdes sont exécutés par les pasdaran / photo Jahangir Razmi

En août 1979, Khomeini lance contre les Kurdes un appel au djihad (guerre sainte). Les pasdaran perses, appuyés par des chars, de l'artillerie et l'aviation de l'armée, reconquièrent une à une les villes, tandis que les peshmergas kurdes se replient dans les montagnes.

En septembre 1979, des centaines d'étudiants mal logés squattent les hôtels de luxe de Téhéran désertés par les riches étrangers. Ils sont délogés par les autorités au nom du respect de la propriété. En septembre et en octobre, des grèves se produisent à nouveau alors que l'État bourgeois stabilisé entreprend de restaurer l'encadrement traditionnel et d'attaquer les droits des salariés au nom de la charia. En octobre 1979, le nouveau code de la famille réserve le droit de divorcer aux hommes.

L'OCCUPATION DE L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS ET L'ANTIIMPÉRIALISME DES IMBÉCILES

*La lutte contre l'impérialisme étranger est, comme la lutte contre l'autocratie, une lutte de classe. (Lev Trotsky, « La révolution chinoise et les thèses de Staline », 17 mai 1927, dans Pierre Broué, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, EDI, 1976, p. 198)*

Selon le dogme stalinien qui coïncide, en pratique, avec la diplomatie des bureaucraties de l'URSS, de la Chine et de Cuba :

- l'Iran serait une société coloniale et féodale, avec quelques traits capitalistes secondaires et minoritaires (c'est en réalité un pays capitaliste retardé qui n'a jamais été colonisé et où les rapports précapitalistes

qui subsistent sont depuis la « révolution blanche » soumis et structurés par la domination impérialiste mondiale) ;

- la marche de l'histoire condamnerait l'Iran à passer par une révolution démocratique qui serait conduite par la bourgeoisie « nationale » ou « antiimpérialiste » (or l'expérience historique montre que seule la classe ouvrière est capable de conduire une révolution véritablement démocratique et qu'elle ne pourra pas s'y limiter, qu'elle commencera une révolution socialiste) ;
- le chah aurait été une simple marionnette des États-Unis (alors que l'Iran n'a jamais été une colonie et que la monarchie était avant tout un choix d'une fraction significative de la bourgeoisie locale, à l'instar de l'autonomie d'Israël, de l'Argentine, de la Turquie, du Pakistan, etc. envers l'impérialisme dominant...) ;
- le clergé se serait toujours opposé à la monarchie (en oubliant que c'était sur une base réactionnaire, en défense des propriétaires fonciers, des commerçants-usuriers et du patriarcat) ;
- Khomeini aurait renversé le chah en janvier 1979 (en fait, c'est la classe ouvrière qui a porté le coup décisif par la grève générale) ;
- le remplacement d'un monarque par un chef religieux serait progressiste (en réalité, l'esquisse de révolution démocratique qui se produit est un résultat de l'activité du prolétariat et d'une partie des étudiants, que le clergé et ses bandes fascistes s'acharnent à briser) ;
- la nature antiimpérialiste du nouveau régime serait confirmée par la nationalisation d'une partie conséquente des grandes entreprises en juin 1979 (mais le général de Gaulle a fait de même pour sauver un capitalisme impérialiste en 1945) et par l'occupation de l'ambassade des États-Unis en novembre 1979 (qui relève plus de la gesticulation médiatique que de l'affrontement réel) ;
- comme la république islamique serait de nature « antiimpérialiste », il faudrait la soutenir pendant une durée indéterminée et la conseiller, exercer une pression pour qu'elle soit le plus progressiste possible (sans voir qu'elle écrase la révolution naissante au compte des exploiters locaux, de la bourgeoisie mondiale et du système impérialiste global).

Aucune fraction de la bourgeoisie iranienne n'est capable de s'en prendre aux racines économiques et militaires de la domination impérialiste parce que cela impliquerait de mobiliser le prolétariat local et de faire appel au prolétariat étranger (voisin et impérialiste), ce qui est incompatible avec la

stabilité de son pouvoir économique et politique. L'aile islamiste ne fait pas exception.

Au début de la révolution, Khomeini suscite des attaques obscurantistes contre la contraception, l'alcool, la prostitution, la mixité, la chevelure féminine, les concerts, le théâtre, les films considérés comme des vecteurs de la domination du Grand Satan américain. Ses sbires incendient le 19 août 1979 le cinéma Rex à Abadan, lors de la projection du film *Gavaznha* de Masoud Kimiai (plus de 400 morts). Devant l'émotion, les islamistes attribuent l'attentat à la SAVAK (qui a été démantelée par l'insurrection de février).

Le 4 novembre 1979, pour se donner une caution nationale, Khomeini, par-dessus la tête du premier ministre Bazargan et du gouvernement officiel, reprend l'idée des Fedayins d'occuper l'ambassade des États-Unis. Il y envoie les « *étudiants islamiques qui suivent la ligne de l'Imam* » parmi lesquels figure Mahmoud Ahmadinejad qui sera président de la République islamique de 2005 à 2013. Les islamistes exigent l'extradition de l'ancien chah Reza et la restitution des avoirs iraniens à l'étranger. L'union contre le « grand Satan » relaie l'unanimité contre le chah. Les naïfs tiers-mondistes confondent la xénophobie du clergé perse et la lutte réelle contre l'impérialisme qui ne peut être qu'anticapitaliste.

En réalité, la règle de base était simple : tout pays qui s'opposait à l'Iran islamiste était impérialiste ou complice de l'impérialisme et tout pays qui le soutenait était antiimpérialiste. (Ali Rahnama & Farhad Nomai, *The Secular Miracle: Religion, Politics and Economic Policy in Iran*, Zed, 1990, p. 5)

Cette simagrée patriotique est loin de la nationalisation effective du canal de Suez par le colonel Nasser (1956). Elle est aux antipodes de la guerre de la Chine contre les États-Unis en Corée (1950-1953), de la guerre du Vietnam du Nord contre la France puis les États-Unis (1946-1975), de l'affrontement à la baie des Cochons entre le peuple cubain en armes et les contrerévolutionnaires envoyés par les États-Unis (1961).

Pourtant, les staliniens de tout poil (qu'ils soient tournés vers Moscou, Pékin, La Havane ou Tirana...) soutiennent la diversion nationaliste et symbolique de l'occupation de l'ambassade. La manigance permet à la « république islamique » de camoufler l'intensification de la répression contre les travailleurs, les femmes, les nationalités opprimées, les étudiants, les minorités religieuses...

La constitution est adoptée par référendum les 2 et 3 décembre 1979, le oui, auquel appellent le PRI, le MLI et Toudeh, l'emportant avec en-

viron 99,5 % des voix. Mais, 5 millions d'électeurs ne votent pas, soit 30 % d'abstention. Entre le 5 et le 10, les pasdarans du PRI et des partisans du PRPM s'affrontent dans la province d'Azerbaïdjan. L'armée intervient. L'ayatollah Shariatmadari appelle ses partisans à cesser le combat. Le PRPM est dissous et nombre de ses membres, arrêtés, jugés et exécutés début 1980. Shariatmadari, 76 ans, est tabassé par le ministre du renseignement ReyChahri en personne. Il fait des aveux publics à la télévision et est mis en résidence surveillée jusqu'à sa mort.

Le 25 janvier 1980, Bani Sadr (ex-FN, membre du Conseil de la révolution) est élu président avec près de 70 % des voix.

Le 29 mars 1980, Beheshti (PRI) propose une réforme agraire, avec la nationalisation des terres non cultivées et les propriétés confisquées par les tribunaux islamiques qui est votée en avril. L'État les mettra à la disposition d'agriculteurs, ce qui augmentera la production. Les ayatollahs Golpayegani et Marashi s'y opposent au nom de la religion qui défend le droit de propriété. Khomeini tranche en faveur de ces derniers. Les surfaces étatisées seront moindres que lors de la réforme antérieure, celle du chah. En pratique, elle épargne les grands propriétaires fonciers.

Le 18 avril, Khomeini accuse dans un sermon les universités d'être corrompues et non-islamiques. Le lendemain, l'Association des étudiants islamiques et le Hezbollah envahissent les campus, saccagent les locaux des organisations accusées de communisme (Fedayins, Peykar, Sarbedaran, Komala, HKS...), tabassent leurs militants. Les Moudjahidines refusent de les défendre. Le 22 avril 1980, Bani Sadr et Khomeini décrètent une « révolution culturelle islamique » et ferment toutes les facultés pour deux ans, jusqu'en 1982.

Deux jours plus tard, une opération militaire du gouvernement américain pour libérer les otages échoue, sans le moindre combat. Le commando de 120 membres des forces spéciales à bord d'hélicoptères et d'avions qui se posent dans le désert à 300 km de l'ambassade se replie en catastrophe (au prix de 8 morts) à cause d'une tempête de sable. L'équipe réduite envoyée secrètement à Téhéran rentre sans encombre. En novembre, Carter perdra l'élection présidentielle face à Reagan (Parti républicain).

En juin 1980, les Fedayins éclatent entre une majorité alignée sur le Toudeh et une minorité qui déclare que le régime est fasciste. Mais celle-ci refuse toujours le droit à la séparation des minorités nationales et cherche désespérément une solution dans une fraction « antifasciste » de la bourgeoisie.

En juillet 1980, Bani Sadr et Khomeini lancent la reconquête sanglante du Kurdistan. À la suite de l'accord d'Alger du 19 janvier 1981, le chah étant mort depuis longtemps, Khomeini libère le personnel de l'ambassade en échange de la récupération d'une partie des fonds publics détenus aux Etats-Unis.

L'INVASION DE L'IRAN PAR L'IRAK CONSOLIDE LE RÉGIME

Le 22 septembre 1980, l'Irak de Saddam Hussein, appuyé par les monarchies du Golfe, encouragé par les puissances occidentales, aidé par l'aviation française, sachant l'URSS empêtrée en Afghanistan et pensant profiter des troubles incessants de son voisin, envahit l'Iran.

Khomeini dit que l'invasion est un « don de Dieu » car elle permet au régime d'utiliser à plein le nationalisme pour faire taire toute opposition. En outre, la conquête irakienne du Khouzistan iranien disloque l'industrie du pétrole, un bastion de la classe ouvrière. Les Moudjahidines du MeK se rallient à l'Irak contre le gouvernement iranien et se discréditent définitivement dans les masses (aujourd'hui, ils dépendent directement de l'impérialisme américain).

Le 10 juin 1981, Khomeini retire le commandement de l'armée au président. Une guerre civile éclate entre deux cliques de l'islamisme. Bani Sadr s'appuie sur les Moudjahidines (MeK) pour appeler à protester. Le 20 juin, ils rassemblent 200 000 manifestants attaqués par les polices et les milices de la république islamique. Le MeK retourne alors au terrorisme. Le 28 juin, une bombe fait sauter le siège du PRI, tuant 40 députés et 4 ministres. Le régime riposte sauvagement et massivement (arrestations, tortures, condamnations, exécutions).

Le Toudeh et les Fedayins majorité collaborent aux purges des comités de quartier et des shoras d'entreprise, à la dénonciation et à l'arrestation des opposants au régime islamiste (FN, FND, Moudjahidines, Peykar, Fedayins minorité, HKS...). De juin 1981 à mars 1982, la plupart des militants détenus (Moudjahidines, Fedayins, Peykar, Komala...) sont assassinés en prison. Ne sont épargnés que ceux qui renient leurs convictions.

Fin juin 1982, les conseils ne sont plus des organisations ouvrières indépendantes. 500 ouvriers du pétrole sont assassinés par le régime. Les lieux de travail sont autant islamisés que les loisirs. À l'été 1982, le dirigeant des ouvriers des raffineries Yadullah Khosro Chahi, qui avait été arrêté et supplicié par la monarchie en 1973, est de nouveau incarcéré, torturé. Il est condamné à 5 ans de détention.

En juin 1982, l'Irak évacue l'Iran mais Khomeini ne s'en contente pas. Il décide de renverser Hussein et de conquérir l'Irak, ce qui est voué à l'échec.

En août 1982, le grand ayatollah fait exécuter Sadegh Ghotbzadeh, ex-MLI, membre du Conseil de la révolution islamique (1978-1980), ancien ministre des affaires étrangères (novembre 1979-août 1980). En janvier 1983, le régime se retourne contre ses complices dans le mouvement ouvrier (Toudeh, Fedayins majorité...). En février, il interdit le Toudeh, emprisonne 1 500 de ses membres et exécute ceux qui ne se rallient pas. En 1984, les dernières poches de résistance armée au Kurdistan iranien sont écrasées.

En avril 1988, l'armée américaine, sans avoir déclaré la guerre, détruit la flotte iranienne ; en juillet, elle abat un avion civil iranien (290 morts).

À partir du 19 juillet 1988, le régime massacre méthodiquement les prisonniers politiques qui restaient détenus après avoir purgé leur peine (environ 10 000 victimes). Entre 1979 et 1989, 20 000 opposants sont massacrés, bien plus que sous le chah. L'extermination s'étend aux adeptes de la religion bahaï qui généralement n'ont aucune activité politique.

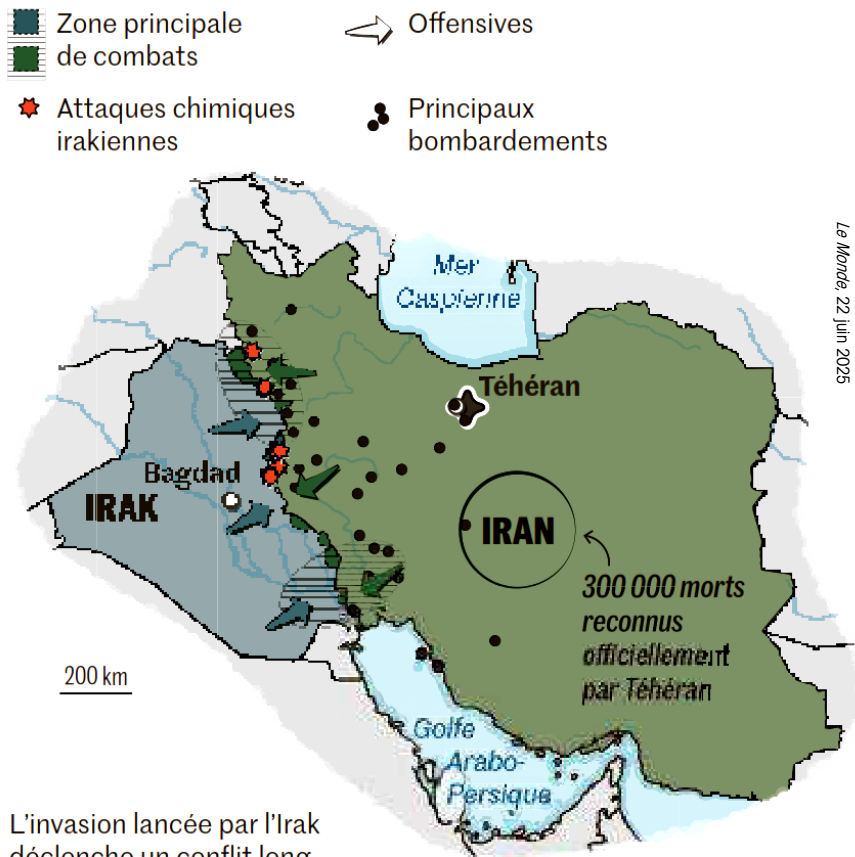
En août 1988, l'Iran et l'Irak signent un accord de paix. En février 1989, le grand ayatollah lance une fatwa pour que tous les musulmans du monde tuent l'écrivain Rushdie qui a écrit un roman qui lui déplait. Khomeini meurt en juin.

LE HKS MAL PRÉPARÉ

Les conditions fondamentales pour la victoire de la révolution prolétarienne ont été établies par l'expérience historique et sur le plan théorique : 1. L'impasse bourgeoise et la confusion de la classe dominante qui en résulte, 2. Le vif mécontentement et l'aspiration à des changements décisifs dans les rangs de la petite bourgeoisie, sans le soutien de laquelle la grande bourgeoisie ne peut pas se maintenir, 3. La conscience du caractère intolérable de la situation et le fait qu'on soit, dans les rangs du prolétariat, prêts à des actions révolutionnaires, 4. Un programme clair et une direction ferme de l'avant-garde prolétarienne. (Lev Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, mai 1940, GMI, 2016, p. 33)

Pour les communistes, la lutte de classes entre prolétariat et bourgeoisie est mondiale. Pour que le prolétariat l'emporte, il doit tenir compte :

- de l'inégalité des États et de leur place dans la hiérarchie internationale (soutenir l'Iran quand il affronte réellement les États-Unis),
- de l'oppression nationale interne (soutenir les Kurdes, Arabes, Azéris, Baloutches, Turkmènes... contre la bourgeoisie perse),
- de l'existence de classes intermédiaires, pour les neutraliser ou s'assurer des alliés (disputer la domination des paysans pauvres, des étudiants, des chômeurs, des cadres, des déclassés à la bourgeoisie, en particulier soutenir les luttes des paysans travailleurs pour la terre),



L'invasion lancée par l'Irak déclenche un conflit long (1980-1988) et très meurtrier.

- des questions démocratiques (libertés, égalité des femmes, droits des athées et des minorités religieuses contre le clergé et l'État bourgeois totalitaire...).

Pourtant, la plupart des courants internationaux qui se réclament de Lénine et de Trotsky ne suivent pas la voie de l'armement des masses et de la révolution permanente. Sur place, le Parti socialiste des travailleurs (HKS) éclate en trois fractions face à la contre-révolution consciente, organisée et méthodique du clergé.

Après les agressions des manifestations de femmes par les nervis islamistes, le HKS ne désigne pas clairement les responsabilités et ne prend pas fermement position pour le droit des femmes de s'habiller sans que l'État s'en mêle.

Devant les premiers pas de la contre-révolution (confiscation islamiste de la télévision et de la radio en février 1979, agression des manifestations de femmes du 8 mars et des jours suivants, référendum donnant à choisir entre la monarchie et la république islamique des 30 et 31 mars, répression des Kurdes...), le HKS cède à la pression et adopte une ligne opportuniste, conciliatrice envers le clergé :

- La déclaration du HKS sur le référendum dénonce correctement la manœuvre antidémocratique mais il s'en prend à plusieurs reprises au gouvernement de Bazargan, sans jamais nommer celui qui tire les ficelles, Khomeini, ni mentionner le Conseil de la révolution islamique.
- Le HKS n'avance aucune revendication des femmes travailleuses.
- Comme celle sur le Kurdistan, la déclaration prend la défense des minorités nationales mais ne revendique jamais leur droit de se séparer de l'État bourgeois iranien.
- Le HKS défend correctement l'alternative d'une république ouvrière et paysanne, mais comme un processus spontané. Il reste silencieux sur l'armement des travailleurs et des shoras, la seule possibilité d'imposer une république ouvrière et paysanne.
- Au contraire, le HKS explique que la seule possibilité d'instaurer un gouvernement qui réponde aux besoins du peuple passe par... l'assemblée constituante.

Quand l'ayatollah Motahari est assassiné le 1^{er} mai 1979 par un groupe islamiste rival (Forqan), le HKS publie un communiqué de protestation, suivant l'exemple du SWP américain face à l'assassinat de Kennedy.

Fin mai 1979, après une série de grèves et de manifestations au Khouzistan, le régime arrête 16 militants du HKS. Le 25 août, l'ayatollah Janati, sans même qu'ils aient un avocat, en condamne 2 à la détention à perpétuité et 12 autres à mort.

Pour se défendre, les dirigeants du HKS revendiquent un pacifisme et un légalisme qui relèvent plus des partis travaillistes et sociaux-démocrates d'après 1914 que de l'organisateur de l'insurrection d'Octobre 1917 et du fondateur de l'Armée rouge.

Le HKS rappelle que son axe a toujours été d'expliquer patiemment son programme qui est exposé dans sa « Déclaration des droits des travailleuses et des travailleurs », une liste de propositions pour la nouvelle constitution. Le HKS n'est pas une organisation armée et ne l'a jamais été, ses membres ne sont pas armés. En outre, il est totalement opposé à la violence. (HKS, 6 septembre, selon Intercontinental Press, 17 septembre 1979)

Bien sûr, face à la répression, il est justifié et même souhaitable de mentir à la police et à justice de la bourgeoisie. À condition de dire la vérité aux travailleurs et d'être prêt à passer à la clandestinité quand les conditions politiques ne permettent plus d'agir légalement. Mais l'autodéfense, l'insurrection et la dictature du prolétariat sont absents, depuis sa fondation, du programme du HKS.

En août 1979, moins de 6 mois après sa fondation, l'organisation éclate, sans véritable débat en son sein.

- Le Parti révolutionnaire des travailleurs (HKE) dirigé par Zahraie Mahmoud Sayrafizadeh garde le journal *Kargar*. De manière convergente avec le Toudeh et la majorité des Fedayins, il calcule qu'il faut donner des gages au régime pour pouvoir continuer à rester légal. Son champ d'intervention se borne progressivement aux organisations mises en place par le clergé pour encadrer la population.
- Le HKS maintenu dirigé par Rahimian publie le journal *Kargar Socialist*. Il va suivre, globalement, la voie tracée par la minorité des Fedayins, le Peykar et Komala. Il caractérise le régime comme une dictature des mollahs et se replie avec eux au Kurdistan.

La séparation précipitée s'opère sur une question tactique : la participation aux élections du parlement islamique : le HKS y est hostile, le HKE y est favorable, à juste titre. Les deux groupes sont reconnus par la « 4^e Internationale pabliste. La fracture recoupe largement la séparation antérieure entre l'ex-Groupe des sympathisants iraniens de la 4^e Internationale (qui se retrouvent dans le HKS maintenu) et la Ligue Sattar (qui scissionnent pour fonder le HKE). Plusieurs dizaines de membres abandonnent, cer-

tains reprennent le chemin de l'étranger pour mener une carrière universitaire.

Plus généralement, les militants qui se réclament de la 4^e Internationale sont confrontés à un grave problème : comment répondre au tournant de la conjoncture. La situation passe de la victoire d'une insurrection populaire dépourvue de parti ouvrier révolutionnaire à la tentative de consolidation de l'État bourgeois sous la forme de la république islamique, d'où découle la difficulté grandissante d'intervenir librement et légalement.

Jamais le HKS quand il était unifié, ni aucun des groupes qui en sont issus (ils seront bientôt trois !) n'envisage de combiner le travail illégal et légal sur le modèle du Parti bolchevik d'avant 1917, de mener une activité clandestine ou semi-clandestine au sein de la classe ouvrière en lien avec une direction mise hors de portée de la répression islamique.

La situation générale impose aux communistes de créer, parallèlement à leurs organisations légales, des organisations clandestines. (« Statuts de l'IC », juillet 1920, Les Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, Librairie du travail, 1934, p. 38)

Les communistes ne peuvent se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin. (« Conditions d'adhésion des partis à l'IC », juillet 1920, p. 39)

Les partis communistes doivent apprendre à juxtaposer systématiquement l'action légale et l'action clandestine. (« Résolution sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne », juillet 1920, p. 52)

Ce n'est pas seulement une question de taille même s'il est difficile à quelques dizaines de militants de disposer simultanément d'un appareil légal et d'un appareil clandestin. Leurs maîtres politiques (Mandel et Barnes) ont édulcoré l'héritage sur cette question comme pour l'armement du prolétariat.

DES « TROTSKYSTES » LARBINS DES ISLAMISTES

La WL américaine de la QI healyste (aujourd'hui SEP et site WSWs) appelle les manifestations des femmes du 8 mars « *une provocation contre la révolution iranienne* » (*Bulletin*, 13 mars 1979). Elle se vautre dans l'islamisme au nom du front uni antiimpérialiste.

Le mouvement khomeiniste représente une alliance progressiste des forces antiimpérialistes. (Bulletin, 30 mars 1979)

Comble de l'ignominie, la WL de Wohlforth et North (section américaine de la QI healyste) se félicite de l'arrestation des militants du HKS.

Tant les origines que les activités du groupe en Iran valident fortement les accusations portées contre lui. (Bulletin, 7 septembre 1979)

La WL suggère néanmoins au gouvernement islamo-fasciste de ne pas les exécuter.

La QI pabliste prend l'initiative d'une campagne internationale contre la répression de ses militants, ce qu'elle avait refusé de faire quand le PCR, sa section chinoise, avait été victime du régime maoïste en 1952-1953. Mais ses dirigeants répandent toujours des illusions.

Certains de nos camarades sont en prison, mais notre organisation est légale. Notre journal est légal... Nous disons que c'est le début d'un processus de révolution permanente. (Ernest Mandel, 17 juillet 1979, cité par Workers Vanguard, 3 août 1979)

Peu importe la répression, pour les opportunistes, la « révolution permanente » est un processus automatique qui peut s'opérer même sous la conduite de la pire réaction.

Quand les islamistes occupent l'ambassade américaine en novembre 1979, alors que le HKS dénonce la supercherie, la « 4^e Internationale » pabliste et son principal rival de l'époque, le Comité paritaire pour la réorganisation de la 4^e Internationale (un bloc éphémère de la FB de Moreno et du CORQI de Lambert), applaudissent.

Le prolétariat, la paysannerie et les peuples d'Iran, dont les étudiants sont les porte-parole... Le refus répété des étudiants de remettre les otages est l'expression directe du mouvement des masses. (Comité paritaire pour la réorganisation de la 4^e Internationale, « À

Friday, September 7, 1979 Bulletin Page 9

Defeat Imperialist Conspiracy Against Iran!

A Revolutionary court in Ahwaz, Iran has sentenced to death twelve imprisoned members of the Iranian Socialist Workers Party (HKS). Two other HKS members were sentenced to life imprisonment.

HKS leaders was asked by a Bulletin spokesman if he feared that the presence of so many agents might expose him to reprisals from SAVAK. His reply was to SAVAK, served in fed closely

Statement by the Workers League

Both the origins and the activities of the group in Iran strongly validate the charges made against them.

In short, the record of the HKS bears no resemblance to principled politics, but smells of provocation. However, we do not believe that the interests of the revolution can be served by carrying out death sentences against this particular organization.

bas l'agression impérialiste en Iran ! », *Correspondance internationale*, aout-septembre 1980)

L'affaire des otages américains détenus par les étudiants à l'ambassade américaine à Téhéran... démontre que le régime de Khomeini contrôle de moins en moins le pays. (Salimé Eteessam, « Nouveaux développements de la révolution en Iran », *La Vérité*, OCI, décembre 1979)

Contrairement aux affabulations des charlatans Lambert et Moreno, le régime islamiste contrôle à la fin de 1979 de plus en plus le pays. Les « étudiants islamiques » ne représentent nullement la classe ouvrière. Ils sont des pions de la fraction la plus réactionnaire et parasitaire de la bourgeoisie iranienne. Ils ne sont même pas typiques de la masse des étudiants. À l'université, ils restent une minorité, celle qui attaque physiquement les étudiantes sans voile et les militants des organisations ouvrières. La preuve est que, peu après, l'État ferme les universités.

L'organe de la « 4^e Internationale » pabliste publie une entrevue avec les « étudiants islamistes qui suivent la ligne de l'Iman » (*Intercontinental Press*, 28 janvier 1980 ; *Inprecor*, 21 février 1980). Parmi ces



L'organe en anglais de la prétendue « 4^e Internationale » publie une entrevue avec des agents de Khomeini
Intercontinental Press, 28 janvier 1980

L'organe en français de la QI pabliste, *Inprecor*, 6 décembre 1979, popularise la diversion de l'occupation de l'ambassade étasunienne par les islamistes (alors que les militants du HKS sont arrêtés, torturés et condamnés) tout en célébrant dans le même numéro le centenaire de la naissance de Trotsky



« étudiants » islamistes, figure Mahmoud Ahmadinejad qui deviendra maire de Téhéran, ministre du renseignement et président.

L'hiver 1979-1980, ils avalisent la destruction en cours des conseils d'entreprises par le clergé et ses nervis, en publiant plusieurs textes de « shoras islamiques » rédigés sous la surveillance ou la plume des mollahs, tandis que les militants ouvriers qui résistent sont fouettés, licenciés, emprisonnés.

Au printemps 1980, les deux principaux regroupements qui prétendent incarner la 4^e Internationale pronostiquent, en pleine réaction islamique, que la révolution « n'a pas reculé », qu'elle « s'approfondit ».

Le Comité paritaire entre la FB de Moreno et le CORQI de Lambert :

Bani Sadr est l'homme de l'impérialisme. C'est à travers lui que le régime de Carter tentera de lancer une nouvelle phase de l'offensive contrerévolutionnaire contre les masses iraniennes... La révolution est en marche, elle n'a pas reculé... L'Iran continue à être le centre d'une révolution qui ne fait que s'accroître. (« Il y a un an commençait la révolution iranienne », Correspondance internationale, avril 1980)

La « 4^e Internationale » de Mandel, Bensaïd et Barnes :

Depuis le renversement du chah, une révolution sociale s'est approfondie en Iran et les travailleurs, les paysans, les nationalités opprimées ont commencé à remporter des gains importants. (« Bas les pattes devant l'Iran ! », 1^{er} mai 1980, ce passage est omis dans Inprecor, 15 mai 1980 mais figure bien dans Intercontinental Press, 26 mai 1980)

En avril 1980, quand Khomeini chasse « les communistes » de l'université, le HKE approuve l'offensive contrerévolutionnaire, comme l'ISO cliffiste (TSI/IST) des Etats-Unis et le SWP procastriste du même pays.

L'action de l'Association des étudiants islamiques est révolutionnaire. S'y opposer est contrerévolutionnaire. (Kargar, 23 avril 1980)

En juillet 1980, le HKE « trotskyste » prend publiquement position pour le port du voile.

Si la majorité de la société décide que les femmes doivent porter une tenue islamique, le Parti révolutionnaire des travailleurs demandera-t-il aux femmes de l'accepter ? La réponse est catégoriquement oui. Le HKE est convaincu que dans de telles circonstances, il deviendra rapidement clair que la véritable question est celle des

droits des femmes et de la lutte de toute la société contre l'impérialisme américain. (Kargar, 8 juillet 1980)

En aout 1980, quand la république islamique massacre les Kurdes, le HKE se tait. En septembre, un éditorial rédigé juste avant l'invasion par l'Irak préconise une sorte d'union sacrée, comme si « les masses laborieuses » avaient les mêmes intérêts que leurs exploiters et leurs bourreaux, formaient avec eux « une famille ».

Maintenant, pour la défense de la révolution, il est nécessaire que les masses laborieuses d'Iran se mobilisent pour la guerre contre l'impérialisme comme une famille unie, qu'elles serrent les rangs et qu'elles frappent d'un seul poing. (Kargar, 23 septembre 1980)

En décembre 1980, 25 militants du HKE qui ont osé se prononcer pour les droits des Kurdes sont exclus par Zahraïe. En janvier 1981, les deux vagues d'exclus et 6 dissidents du HKS fondent le Parti de l'unité ouvrière (HVK, 60 militants) dirigé par Fathad Nouri, Mahmoud Sayrafizadeh et Kamran Nayeri. Le HVK publie *Hemmat* (*Effort*) et intervient, comme le HKE, dans les organisations islamistes de masse.

Au début de l'été, quand deux fractions de la bourgeoisie s'affrontent (Khomeini et le PRI contre Bani Sadr et les Moudjahidines), le SWP américain prend parti pour Khomeini.

Cette déclaration de lutte armée contre le gouvernement fait le jeu de l'impérialisme et de ses agents contrerévolutionnaires qui ont l'intention de renverser la révolution. (Intercontinental Press, 6 juillet 1981)

En juillet 1981, le HKE soutient la candidature de Kamali, le chef de l'opération de purge des shoras menée par le PRI. En septembre 1981, le HVK présente des candidats sans que sa plateforme électorale parle du Kurdistan. La censure islamique enjoint de cesser de publier *Hemmat*, le HVK cède sans publier un autre organe.

En octobre 1981, Ali Khamenei, l'actuel « guide suprême », est élu président de la république. Dans son discours d'investiture, Khamenei s'engage à combattre « la déviation, le libéralisme et les gauchistes influencés par les États-Unis ».

En janvier 1982, Moreno, qui a rompu avec Lambert en 1981, fonde sa propre organisation internationale, la LIT-QI/LIT-CI. La LIT prétend incarner la 4^e Internationale et supplanter la QI pabliste, mais dans les *Thèses de fondation*, il n'y a pas un mot sur l'Iran. Que vaut une organisation « trotskyste » incapable de se prononcer sur une révolution ?

En mars 1982, le HKE, malgré l'arrestation et la torture d'un de ses cadres, Haram Attai, déclare qu'il désire une « *collaboration stratégique* » avec le régime et ses corps de répression dont les pasdarans.

Aujourd'hui, nous voulons une collaboration stratégique avec des organisations islamiques comme le Corps des gardiens de la révolution islamique et d'autres. (Kargar, 8 mars 1982)

Le 26 mars 1982, le régime interdit *Kargar*, le journal du HKE. En décembre 1982, le HVK se dissout à la demande des autorités.

À la fin de l'hiver 1982-1983, un envoyé en Iran de la « 4^e Internationale » healyste (et qui dirige toujours l'EEK « trotskyste » de Grèce) vante abjectement l'islam et le vieux tyran en turban.

La révolution incessante est un principe islamique fondamental... La révolution, comme le dit l'iman Khomeïni, vise à établir la justice sociale... Celui qui ne voit pas la dimension sociale de la révolution islamique en Iran ne comprendra jamais sa profondeur. (Savas Michael-Matsas, *News Line*, 28 février 1983)

LE HKS TENTE DE TIRER LE BILAN ET SE RETROUVE BIEN SEUL

En 1983, le HKE est démantelé par la république islamique en même temps que le Toudeh. Plusieurs membres du HKE et du HVK rejoignent en exil leur guide politique, le SWP américain, ou sa succursale canadienne RWL. Or, leur chef Barnes renie au même moment la révolution permanente. En 1988, le SWP ne proteste pas devant la liquidation de milliers de militants ouvriers dans les prisons islamistes. En 1990, le SWP rompt avec la « QI » pabliste pour la chimère d'une nouvelle internationale avec le gouvernement de front populaire du Nicaragua et les bureaucraties privilégiées au pouvoir à Cuba et en Corée du Nord.

Toute organisation commet des erreurs. Mais aucun courant significatif issu de la destruction irréversible de la 4^e Internationale n'a tiré les leçons de la révolution et de la contre-révolution d'Iran. Par contre, un bilan lucide est rédigé en 1984 par le HKS lors de la préparation du 12^e congrès de la « 4^e Internationale » pabliste.

Les forces qui avaient postulé à la direction lors du soulèvement de février 1979 se sont emparées de l'État répressif et mènent alors une contre-révolution au compte de la bourgeoisie iranienne et de l'impérialisme mondial. (Torab Saleth, *Revolution and Counter-revolution in Iran*, HKS, 1984, reproduit dans *International Socialist Forum* n° 1, août 1997, p. 35)

Le congrès de janvier 1985 l'adopte. Néanmoins, Mandel, Bensaïd, Romero, Maitan et compagnie ne le rendront jamais public. Le HKS les

abandonne et prend le nom de TSRI/RSTI qui édite *Socialism va Enghelab* (*Socialisme & révolution*). De 1989 à 1993, la TSRI participe au Forum socialiste international/International Socialist Forum, un regroupement sans programme lancé par la majorité britannique du WRP de la « QI » healyste qui a explosé en 1985. Mais les chefs de ce WRP (Cliff Slaughter, Cyril Smith, Simon Pirani...) renient le bolchevisme au début des années 1990 et liquident l'organisation. La TRSI publie à partir de 2015 une nouvelle série de la revue *Kandokav*. Une fraction de la TSRI, la TMRI/IRMT dirigée par Maziar Razi, rejoint en 2003 la TMI/IMT de Grant et Woods, une scission du CIO/CWI quasi-réformiste [la TMI s'est renommée ICR/RCI en 2024].

Pas plus que Moreno dans *Révolutions du 20^e siècle* (1984), le premier congrès international de la LIT-QI moréniste, en mars 1985, ne tire de bilan réel de la contre-révolution islamiste. La LIT estime au contraire qu'une « révolution » s'est déroulée « sous la direction de Khomeini », ce qui est une insanité théorique et une insulte au prolétariat iranien.

Les Iraniens ont fait leur révolution avec des commissions ouvrières très fortes contrôlant les entreprises, mais sous la direction de Khomeini. (Nahuel Moreno, *Manifiesto Internacional*, 1985, réédition IS, 2020, p. 31)

Aujourd'hui, la plupart des regroupements pseudo-trotskystes se vautrent aux pieds des islamistes de Palestine et de Syrie. Sans parler du SWP britannique (centre de la TSI/IST cliffiste) qui monte en 2004 une coalition de type front populaire (Respect) avec les Frères musulmans (MBA). En juillet 2007, Callinicos, son principal dirigeant, déclare : « *L'Iran est l'État le plus démocratique du Proche-Orient* » (à la conférence *Marxism* du SWP, cité par Torab Saleth, *Critique*, décembre 2007, p. 436).

Il est impossible de « reconstruire », « refonder », « régénérer », « réorganiser » ou « reforger » la 4^e Internationale ou d'unifier un illusoire « mouvement trotskyste ». Le centrisme entrave l'indépendance de classe. Il capitule, partout, toujours, devant telle ou telle fraction de la bourgeoisie qui trompe les masses ou devant les agences « réformistes » de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Il ne pourra jamais conduire une révolution. On ne construira un véritable parti ouvrier en Iran et une nouvelle internationale communiste qu'en tirant les leçons de la faillite du prétendu « front uni antiimpérialiste », de l'impuissance de l'islamisme contre le sionisme et l'impérialisme, de son caractère bourgeois, réactionnaire et contre-révolutionnaire vis-à-vis des masses.

13 janvier 2023

Groupe marxiste internationaliste (section française du CoReP)

Ni ayatollah, ni chah, gouvernement ouvrier et paysan !

LE SOULÈVEMENT CONTRE LE RÉGIME ISLAMISTE

Le 13 septembre, Masha Jina Amini, étudiante de 22 ans, en visite à Téhéran avec sa famille, est morte à l'hôpital Kassra, quelques heures après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour avoir laissé dépasser une mèche de cheveux de son hijab (voile).

Le meurtre de Jina a provoqué un soulèvement populaire qui menace le régime issu de la contre-révolution islamo-fasciste de 1979. Les protestations ont débuté dans le Rojhilat (Kurdistan de l'État iranien) où elle vivait et se sont étendues rapidement à 140 villes, dans tout le pays. Au total, plusieurs millions de personnes ont manifesté contre l'obligation faite aux femmes de se couvrir les membres et la tête. Les manifestants ont crié « *Femme, vie, liberté !* », un slogan du Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie (PKK) et « *Mort au dictateur !* », ce qui vise le Guide suprême, l'ayatollah (le titre des hauts dignitaires du clergé musulman chiite) Ali Khamenei, 85 ans.

Les jeunes travailleuses et les étudiantes sont à l'origine de la révolte. Malgré les risques, beaucoup ont ôté leur voile, se sont coupé les cheveux. C'est une revanche historique, après la première protestation face à la contre-révolution islamiste en mars 1979, celle des femmes travailleuses et étudiantes. C'est un coup porté à toute la réaction mondiale, qu'elle soit d'inspiration chrétienne, musulmane ou hindoue, qui discrimine juridiquement les femmes, leur impose un code vestimentaire, les empêche d'avorter, les soumet à la domination masculine et aux violences machistes...

Les manifestations sont particulièrement massives au Kurdistan (ouest de l'Iran) et au Baloutchistan (sud-est). Le 18 novembre, le musée consacré à l'ayatollah Khomeini, le fondateur du régime, a été incendié. Tous les jours, des mollahs (prêtres chiites) se font arracher leur turban dans la rue. Les ouvriers et les petits commerçants se joignent de plus en plus à la protestation. Toutes les universités sont touchées.

Comme souvent en cas de révolte populaire, le pouvoir en place et les médias ont mis en cause l'étranger. Le guide suprême, le président Ebra-

him Raïssi, les chaînes de télévision et les journaux (qui sont tous islamistes) ont dénoncé un complot d'Israël et des puissances impérialistes occidentales.

Les forces de sécurité iraniennes ciblent les femmes lors des manifestations contre le régime. Elles leur tirent au visage, à la poitrine et au bas-ventre.

DEPUIS 1979, UN RÉGIME DESPOTIQUE, PATRIARCAL ET COLONIAL

La contre-révolution menée de 1979 à 1983 par le clergé et ses milices islamo-fascistes a préservé l'essentiel, l'armée du chah, et officialisé de nouveaux corps de répression. Elle a instauré la censure, a réprimé le mouvement des femmes, a interdit les organisations ouvrières et en a exterminé les militants, a écrasé la résistance kurde, a liquidé les conseils ouvriers (shoras)...

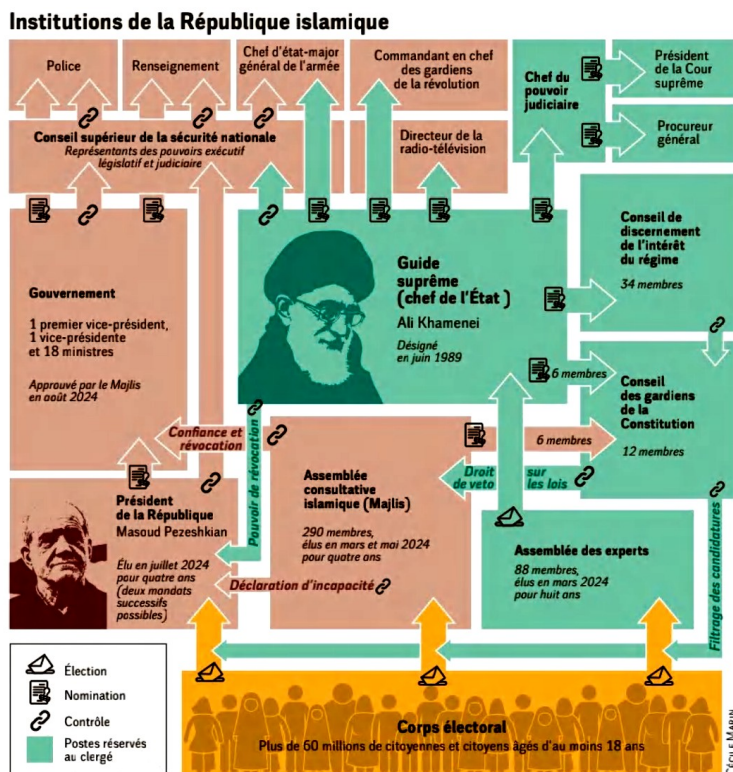
Depuis, le clergé chiite impose son monopole politique, son immixtion dans la vie privée, la charia (droit islamique). Depuis le référendum de décembre 1979, la constitution officialise la domination sur les institutions du guide désigné à vie par une « *assemblée d'experts* » composée de 86 religieux élus. Un « *conseil des gardiens* » choisis par le guide vérifie la conformité des lois à la religion islamique et trie les candidatures aux élections des « *experts* », aux élections législatives et à l'élection présidentielle.

Le président élu au suffrage universel pour 4 ans est chargé de gouverner sous l'autorité du guide. Le Majlis (assemblée islamique) composé de 285 députés élus (parmi des candidats tous islamistes) vote le budget et les autres lois sous le contrôle du conseil des gardiens. L'État sépare les hommes et les femmes dans l'espace public, fixe des tenues vestimentaires, condamne l'homosexualité (du fouet à la peine de mort). Le code civil accorde moins de droits aux femmes qu'aux hommes, il permet aux pères de marier leurs filles à 13 ans. En 2021, le gouvernement de Raïssi a mis fin à la distribution de contraceptifs gratuits et a restreint de droit à l'avortement. Le code pénal comprend des peines de flagellation, d'aveuglement, d'amputation... Même des mineurs sont exécutés. La torture est la règle durant les interrogatoires.

Pour faire face à la conscription massive des hommes lors de la guerre contre l'Irak, les femmes furent réinsérées dans l'activité salariée. Pour assurer l'accumulation du capital, la bourgeoisie a maintenu l'enseignement du plus grand nombre. Sur la lancée de l'effort amorcé sous la monarchie, l'enseignement supérieur s'est développé, y compris pour les jeunes femmes. L'État finance aussi un clergé parasitaire qui encadre la

population et un appareil d'État pléthorique offrant des emplois de fonctionnaires civils ou de corps paramilitaires et militaires à une partie des déclassés urbains et des paysans ruinés. L'appareil répressif (pasdarans, armée, police, police des mœurs, bassidjis, juges, gardiens de prison...) et l'appareil idéologique (clergé, télévision...) de l'État absorbent une large partie de la survaleur sociale, ce qui entrave l'accumulation du capital.

Les religieux étaient déjà, du temps du chah, de grands propriétaires terriens, au nom de la charité qui tient lieu de sécurité sociale. Depuis la contre-révolution islamiste, de nouveaux acteurs capitalistes sont apparus, en particulier les fondations religieuses subventionnées par l'État et échappant à tout impôt (Fondation des déshérités, Fondation des martyrs, etc.). Les institutions islamistes (fondations religieuses, sociétés écrans des pasdarans...) sont devenues de véritables groupes capitalistes qui produisent et vendent des armements, de l'énergie, des télécommu-



nications, des produits chimiques et pharmaceutiques, des aliments. Selon les données officielles, les entreprises des pasdarans contrôlent un tiers de l'économie iranienne (bâtiment, télécommunications, mines...).

Comme les textes sacrés juifs et chrétiens, le *Coran* condamne le prêt à intérêt. Une loi de 1983 sur les opérations bancaires a officialisé en Iran l'interdiction de l'intérêt. Cependant, comme aucune économie capitaliste ne peut fonctionner sans le crédit, il s'agit d'un simple changement sémantique où les termes de « *profit* » et de « *charges de service* » ont remplacé le mot « *intérêt* ». Comme en Arabie saoudite, la « *finance islamique* » invente toutes sortes de montages juridico-financiers pour masquer l'intérêt. Aux grandes banques nationalisées en 1979, font concurrence toutes sortes de banques contrôlées par les bazaris et les pasdarans qui souvent spéculent, tout en échappant au contrôle de la banque centrale (Bank Markazi Jomhouri Islami Iran).

Grâce à la rente pétrolière qu'il se procure sur le marché mondial, l'État subventionne l'énergie domestique (carburant, chauffage) et des produits alimentaires de base. Mais, même dans les phases de prix du baril élevé, cette manne ne peut satisfaire les besoins d'une population bien plus importante qu'en Arabie saoudite.

Depuis 1979, la république islamique assume une totale continuité avec la monarchie perse dans son attitude envers les minorités de type iranien (Kurdes, Baloutches...), turc (Azéris, Turkmènes...), arabe, etc. qui, au total, constituent presque la moitié de la population.

En 1984, Khomeini relance le programme nucléaire du chah. Cela déchaîne l'ire du gouvernement américain qui n'est pas gêné de sa détention par Israël, l'Inde et le Pakistan en dépit du droit international, sans parler de l'arsenal des puissances impérialistes de l'époque (États-Unis, France, Grande-Bretagne). L'État bourgeois perse se pose en puissance régionale jouant un rôle en Irak, au Liban, à Gaza, en Syrie, au Yémen, au Soudan...

UN CAPITALISME DÉPENDANT DU SYSTÈME IMPÉRIALISTE MONDIAL

L'économie iranienne est la 2^e de la région, derrière la Turquie. Son PIB a récemment dépassé celui de l'Arabie saoudite. Cependant, la reproduction élargie du capital reste rabougrie, l'inflation est récurrente, le chômage important, le négoce et l'immobilier sont préférés à l'industrie manufacturière par la bourgeoisie, l'agriculture souffre du dérèglement climatique et de l'incompétence de l'administration.

Depuis 1979, les États-Unis, suivis parfois de l'Union européenne, sanctionnent économiquement l'Iran, de manière quasi-permanente, sous différents motifs : occupation de l'ambassade des États-Unis, guerre avec l'Irak, attentats, marche à l'arme nucléaire. En outre, Israël multiplie les attaques militaires en Syrie contre les troupes iraniennes et les attentats en Iran même. Les risques de conflit viennent d'augmenter avec la mise en place du gouvernement Netanyahu-Gvir-Smotrich.

Même si l'effet est atténué grâce à la complicité de plusieurs États voisins (Oman, Tadjikistan, Syrie, Irak, Pakistan, Afghanistan, Émirats, Turquie) ou d'autres puissances impérialistes (Russie, Chine), la principale victime de cette pression économique est, comme toujours en pareil cas, la classe ouvrière. Par contre, le secteur parapublic (fondations, entreprises des gardiens) s'enrichit de la contrebande, du marché noir et du trafic de devises. Les inégalités de revenu et de patrimoine se sont accrues à partir de 2013. En outre, le régime des ayatollahs se sert des sanctions pour expliquer le sous-développement, attiser le nationalisme, justifier la répression. Bruler ostensiblement des drapeaux américains devant les caméras n'empêche pas la République islamique de coopérer en 2001 avec les États-Unis quand ils envahissent l'Afghanistan.

Pour compenser l'hostilité des États-Unis, l'Iran joue la carte de la Russie et la Chine devenues capitalistes depuis le début des années 1990, mais la concurrence pour les exportations de gaz et de pétrole limite les échanges avec la Russie.

La République islamique et la Chine signent en mars 2021 un partenariat stratégique sur 25 ans. En 2023, l'Iran entre dans l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) sous le patronage de Pékin. D'un côté, l'Iran est le seul pays exportateur de pétrole échappant aux pressions américaines en cas de confrontation ouverte entre Pékin et Washington. De l'autre, les tensions irano-américaines représentent une opportunité pour la Chine, afin notamment d'acquérir des entreprises iraniennes à bas prix et afin d'exporter ses produits, des biens de consommation aux nouvelles technologies (5G, intelligence artificielle, etc.). Évidemment, la relation entre les deux États reste fondamentalement asymétrique. L'isolement diplomatique de l'Iran, combiné aux sanctions américaines et à une forte crise économique, contraint le pays à rechercher le parrainage d'une grande puissance. Côté chinois, l'Iran n'est qu'une option parmi d'autres.

Comme dans la plupart des pays capitalistes dominés, la corruption de l'appareil d'État n'est pas l'exception mais la règle. Depuis 1989, comme les autres gouvernements capitalistes américains, européens, africains et asiatiques, l'État des ayatollahs privatise, réduit les subventions aux produits de première nécessité, facilite la flexibilité de l'emploi. Par exemple,

dans la branche du gaz et de l'électricité, il y aurait 90 000 travailleurs sous contrat à durée indéterminée alors que les travailleurs en contrat à durée déterminée ou temporaires seraient 160 000 (soit 64 % du total). Entre 40 et 50 % de la force de travail sont occupés dans le secteur informel, comme travailleurs plus ou moins indépendants ou salariés sans aucun contrat. En outre, l'État bourgeois a réprimé systématiquement les grévistes et les militants des syndicats qui ont émergé.

La jeunesse est plus instruite que dans bien d'autres pays de la région mais peine à trouver un emploi, si bien qu'une partie notable des diplômés émigre, rejoignant une diaspora politique et économique de 2 à 3 millions de personnes. Des petits commerçants sont ruinés par les nouveaux centres commerciaux (400 créés de 2010 à 2015). Après avoir été autosuffisant sur le plan alimentaire jusque dans les années 1960, l'Iran est devenu un des plus grands importateurs mondiaux de produits agricoles (de 30 à 50 % de ses besoins). L'agriculture est de plus en plus capitaliste, avec de grandes fermes privées de 100 à 200 hectares qui deviennent des pôles locaux de production où sont embauchés les paysans-travailleurs des villages voisins en complément de leur petite exploitation familiale. D'autres tentent leur chance dans les villes à cause de la concentration des terres et des sécheresses répétées.

Aux difficultés pandémiques et économiques, il faut ajouter une crise de l'environnement. La pollution de l'air, causée entre autres par 3 millions de voitures (il y en a 1,2 million à Berlin et 1,4 à New-York), nuit à la santé des habitants de la capitale. La pénurie d'eau relève du dérèglement climatique mais est aggravée par la mauvaise gestion de la ressource naturelle, gaspillée par l'agriculture capitaliste. Par exemple, le lac salé d'Oroumieh a perdu la moitié de sa superficie.

POUR QUE LA CLASSE OUVRIÈRE PRENNE LA TÊTE DU MOUVEMENT

Les minorités nationales haïssent le joug de l'État perse. Une partie significative de la classe ouvrière est kurde, azérie, arabe.

La jeunesse aspire à la liberté : en 1999, des émeutes étudiantes furent violemment réprimées par les bassidjis dans plusieurs villes.

En 2009, la proclamation des résultats de l'élection présidentielle conduit à une mobilisation des classes petites-bourgeoises des villes pour appuyer une aile de l'islamisme qui ne met pas en cause le régime, mais en fait partie et en vit. 150 manifestants sont tués. Les multiples viols des bassidjis sont dénoncés. Mais cette protestation en prépare d'autres, nettement plus plébéiennes.

En 2019, des hausses de prix entraînent des manifestations de grande ampleur, écrasées au prix de plusieurs centaines de morts, particulièrement au Kurdistan. Comme de coutume dans les régimes totalitaires, les manifestants arrêtés sont torturés pour leur extorquer des aveux publics. En 2021, des ouvriers et des paysans manifestent dans la province du Khouzistan, au moins 8 sont tués.

Depuis le début du siècle, des grèves ont lieu. Même des syndicats indépendants du régime apparaissent dans les transports publics et les raffineries, malgré la répression féroce.

Depuis plusieurs mois, la spontanéité des masses iraniennes est formidable et attire l'admiration des exploités et des opprimés du monde entier. Malgré tout, le régime assassin est toujours en place. La bourgeoisie iranienne n'a rien perdu d'essentiel et les ayatollahs ne sont pas renversés. Ils tiennent toujours l'État bourgeois, ses finances, son armement, ses tribunaux, la centralisation des informations, des moyens de communication, des forces d'espionnage et de répression face à des travailleurs et des étudiants qui restent sans stratégie, sans programme, sans direction. C'est pourquoi il faut des mots d'ordre au-delà des slogans de la première vague. C'est pourquoi il faut identifier la classe capable de renverser l'ordre ancien et d'en créer un nouveau. C'est pourquoi il faut des organismes d'autodéfense et d'auto-organisation. C'est pourquoi il faut une stratégie de révolution permanente. C'est pourquoi il faut un parti.



Raffineries d'Assalouyeh (province de Bouchehr), mi-décembre 2022

Sinon, le terrain sera occupé par des « *réformateurs* » du régime, par des monarchistes soutenus par Washington, par des bourgeois « *démocratiques* », des djihadistes baloutches qui veulent imiter les Talibans, des nationalistes bourgeois kurdes qui veulent imiter le clan Barzani d'Irak, des faux communistes (Tudeh) qui veulent aménager le régime islamiste, des faux communistes (WPI, PCOI-WCPI) qui donnent la parole aux monarchistes dans les manifestations des exilés ou qui font appel aux États impérialistes, par la secte des Modjahedines vendus aux services secrets américains.

Les ennemis des ennemis du prolétariat ne sont pas forcément ses amis. En 1978, au nom du front uni anti-impérialiste, les opportunistes (Toudeh, Fedayins...) étaient prêts à tout, y compris la soumission aux islamistes, pour renverser le chah, ce qui a facilité la contre-révolution de 1979-1983. Aujourd'hui, au nom de la démocratie, ils sont prêts à tout pour renverser Khamenei, y compris la soumission aux puissances impérialistes occidentales.

Mais les États impérialistes avaient aidé en 1953 à mettre en place la monarchie en Iran avec l'aide des islamistes, ils ont misé sur l'ayatollah Khomeini en 1979, ont depuis détruit l'Irak et la Lybie, ils ont abandonné l'Afghanistan aux islamistes.

La priorité est de répondre de manière progressiste et prolétarienne aux slogans lancés par les masses : « *Femme, vie, liberté !* » et « *Mort au dictateur !* ».

- Comment empêcher le formidable appareil de répression de tuer, d'arracher la vie à la jeunesse, aux femmes et aux minorités nationales opprimées ?
- Comment arracher l'égalité pour les femmes ?
- Comment obtenir la liberté ?
- Par quoi remplacer le dictateur ?

POUR L'HÉGÉMONIE DU PROLÉTARIAT

Afin de vaincre la répression d'un État qui n'est pas disloqué, afin de déjouer les tentatives de rafistoler le régime de la part de sa fraction pro-occidentale, afin de porter le coup de grâce au régime islamiste, afin d'éviter le rétablissement de la monarchie, afin de déjouer les manœuvres de l'opposition « *démocratique* » pour sauver le capitalisme iranien, il faut que le prolétariat fasse irruption en tant que classe dans la lutte. Il ne peut le faire que par un parti regroupant l'avant-garde et la reliant à ses frères et sœurs du monde entier, dans la tradition de la

Ligue des communistes, de l'Association internationale des travailleurs, de l'Internationale ouvrière, de l'Internationale communiste, de la 4e Internationale.

Sans tarder, toutes les organisations ouvrières doivent constituer un front unique afin d'organiser la grève générale, pour se défendre en armant les travailleuses et les travailleurs, pour créer des shoras dans les entreprises, les administrations, les universités, les quartiers, les campagnes, les centraliser.

Une manière décisive de donner confiance à la classe ouvrière et d'ouvrir une perspective politique révolutionnaire à la société est la grève générale. Les forces révolutionnaires iraniennes ne doivent pas agir avec une perspective économiste ou pour obtenir des concessions du régime mais avec la perspective de faire arriver la classe ouvrière au pouvoir. La destruction de l'État bourgeois islamiste, la dispersion de ses forces de répression, la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan appuyé sur les conseils ouvriers doivent être l'objectif central de la révolution.

Une grève générale montre la force des travailleurs, issue de leur position dans la production. Au-delà des revendications immédiates, la grève de masse avec occupation remet en cause la sacrosainte propriété capitaliste, l'appropriation par une minorité de la société des moyens de production créés par les producteurs qui en fait du capital et transforme les producteurs eux-mêmes en exploités. La grève générale ne peut pas durer longtemps mais elle pose pratiquement la question de savoir quelle classe doit diriger la société.

De l'aspiration à la liberté, de l'autodéfense, de la grève générale et du contrôle ouvrier, renaîtront inévitablement les shoras. Les comités de grève, les conseils ouvriers ne doivent pas se limiter aux lieux de travail et doivent s'étendre aux lieux de formation, aux lieux de vie pour souder tous les travailleurs entre eux, les souder aux futurs et aux anciens travailleurs, aux chômeurs. Ils doivent instaurer une démocratie directe. Chaque parti, chaque courant pourra présenter son analyse et faire ses propositions. Les shoras trancheront.

POUR UNE RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE, OUVRIÈRE ET PAYSANNE

Les communistes sont, sans restriction, pour les libertés démocratiques. Leur conquête s'est esquissée en Iran en 1905-1906 et de nouveau en 1979. Sachant que jamais, même en 1906, il n'y a eu d'assemblée élue au suffrage universel, les communistes sont partisans d'élections libres pour une assemblée nationale ou constituante, une fois supprimés le monopole politique des ayatollahs, les institutions de la république islamique, la censure...

Mais les communistes ne cachent pas que leur but est bien plus qu'un régime faussement démocratique où les groupes capitalistes gouvernent dans l'ombre des chambres parlementaires et où des appareils de menteurs professionnels les servent en se remplissant les poches au passage. Ils sont partisans d'une démocratie bien supérieure, du type de la Commune de Paris de 1871 ou des soviets de la Russie de 1917, qui est la forme adéquate de la dictature du prolétariat.

La généralisation et la centralisation des conseils exigent l'armement des masses, préparent leur prise du pouvoir et l'expropriation des groupes capitalistes nationaux et étrangers. Toute la richesse de la société vient de la nature à partir du travail collectif des producteurs, les travailleurs doivent prendre le contrôle de la richesse sociale tout en ménageant la nature.

Face aux pasdarans, aux bassidjis, aux policiers et aux militaires professionnels, l'autodéfense des manifestants, la création des milices ouvrières, leur armement sont des tâches urgentes. La classe ouvrière produit des armes, les transporte ; elle gère les comptes bancaires, la paye des policiers et des militaires. Elle doit désarmer les mercenaires de la bourgeoisie. Au sein de l'armée, il faut mener un travail systématique d'agitation et de propagande pour gagner les conscrits à la révolution, pour qu'ils retournent leurs armes contre les généraux et les dirigeants politiques qui sont les bourreaux des femmes, des travailleurs et des minorités nationales.

L'activité des milices ouvrières commencera par l'autodéfense. Mais elle devra passer, comme en 1979, à l'offensive : prendre d'assaut les postes de police où sont détenus et torturés les militants afin de les libérer, les casernes pour s'armer, le ministère du renseignement pour le paralyser, les sièges du pouvoir islamiste pour les disperser et les détruire, les tribunaux islamiques pour punir les bourreaux.

- Solidarité internationaliste des organisations ouvrières et féminines de tous les pays avec la lutte des masses iraniennes !
- Grève générale ! Autodéfense des manifestations ! Création de shoras sur les lieux de travail, de vie et d'étude, dans les casernes !
- Liberté des femmes de porter ou non le voile et de s'habiller comme elles veulent ! Pour l'égalité des hommes et des femmes !
- À bas la dictature islamiste ! Abolition du guide suprême, de l'assemblée des experts, du conseil de discernement ! Assemblée constituante !

- Dissolution des corps de répression ! Libertés démocratiques pour les conscrits ! Élection des officiers !
- Pour la liberté des relations entre jeunes ! Pour le respect des homosexuels et lesbiennes !
- Pour le respect des minorités religieuses et des athées ! Pour la laïcité ! Séparation de l'État et du clergé chiite ! Aucune subvention de l'État à une quelconque religion !
- Pour la libération des prisonniers politiques ! Pour toutes les libertés démocratiques (liberté d'expression, liberté d'organisation, droit de grève, droit de manifester...) ! Pour des élections libres !
- Droit à l'autodétermination des minorités nationales ! Droit pour les Kurdes d'Iran, de Syrie, d'Irak, de Turquie de constituer, s'ils le désirent, leur propre État !
- Blocage des loyers, indexation immédiate des salaires sur le cout de la vie !
- Expropriation des terres des grandes fermes capitalistes et des fondations religieuses ! Gestion collective de l'eau ! Coopératives basées sur le volontariat !
- Contrôle ouvrier sur la production, la distribution ! Expropriation des grandes entreprises et des fondations ! Une seule banque publique !
- Protection sociale ! Enseignement et santé laïques, publics et gratuits !
- Levée de toutes les sanctions américaines et fin des assassinats sionistes !
- Fermeture de toutes les bases militaires (française, chinoise, russe, britanniques, américaines) au Proche-Orient et en Méditerranée, départ de la flotte américaine du golfe Arabo-persique, de l'océan Indien et de la mer Méditerranée !
- Gouvernement ouvrier et paysan ! Fédération socialiste du Proche-Orient !

23 janvier 2023
Collectif révolution permanente



RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste

[section française du Collectif révolution permanente]

Abonnement 20 euros pour 5 numéros à l'ordre de ARTP

Adresse postale

ARTP / AGECA service boîtes postales /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Site du GMI : groupemarxiste.info

Site du Collectif révolution permanenteReP
revolucionpermanente.com

Site de EKIB/Turquie : patronsuzdunya.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de IKC/État espagnol : www.ikcirklo.org

Site de OR/Argentine : octubrerojoorg.wordpress.com



En septembre 1978, la révolution embrase l'Iran. La grève générale paralyse l'économie. Les mouvements de guérilla islamistes et « marxistes » attaquent les forces de répression. Des soldats livrent des armes à la population. Des conseils ouvriers commencent à se former. En janvier 1979, le chah Mohammad Reza fuit, l'armée et la police se décomposent. La bourgeoisie impérialiste est à la recherche d'une solution. Dans le mouvement ouvrier mondial, le vieux réformisme (social-démocrate, travailliste, socialiste) appuie l'aile « démocratique » de la bourgeoisie, le MLI et le FN incarnés par Bazargan, tandis que le néoréformisme stalinien se rallie au clergé chiite mené par Khomeini

Chez les centristes, une minorité (le CIO/CWI grantiste) suit les premiers ; la plupart (fausses QI/FI pabliste et healyste, FB-LIT moréniste, TSI/IST cliffiste, etc.) reprennent à leur compte l'orientation pro-islamiste de la bureaucratie de l'URSS et des partis « communistes ».

Sur place, les gouvernements provisoires que les partis bourgeois « libéraux » tentent de mettre en place avec l'appui des États-Unis sont trop faibles pour faire refluer les masses. L'ayatollah Khomeini et la hiérarchie religieuse, qui s'étaient opposé aux mesures de modernisation décrétées par le chah, jouissent par contre d'un assise sociale plus large : une fraction des capitalistes, la totalité des propriétaires fonciers, la majorité des petits bourgeois traditionnels des campagnes et des villes, de nombreux déclassés des bidonvilles, une fraction des étudiants.

Aucune force ne détrompe les masses, ne s'efforce de faire ce que le Parti bolchevik a fait en Russie en 1917, permettre au prolétariat de prendre la tête de la révolution. En effet, Khomeini est présenté comme une étape « progressiste » par la guérilla islamiste antimonarchique (Moudjahidines-MeK) mais aussi par la totalité du mouvement ouvrier : le parti « communiste » officiel (Toudeh), les guérillas mao-castristes (Fedayins-OIPFG et Peykar), les sectes stalino-maoïstes. Même le groupe qui se veut trotskyste (HKS) cède au front uni antiimpérialiste.

Or, Khomeini, s'appuyant sur ce qui reste de l'appareil répressif de la monarchie et sur les bandes cléricales-fascistes (déclassés des villes, étudiants issus des classes exploiteuses) mène dès février 1979 une violente contrerévolution contre les femmes, les minorités nationales, les grévistes... En 1988, il liquide les prisonniers révolutionnaires par milliers en profitant de la guerre déclenchée par l'Irak.

En 2025, la dictature cléricale est toujours en place, malgré les nombreuses révoltes, toutes réprimées dans le sang. Le haut clergé s'est intégré au capitalisme par le biais de « fondations » échappant à l'impôt. Le régime reste confronté à la volonté des États-Unis, de ses alliés impérialistes (dont la France) et d'Israël de l'empêcher de préserver son indépendance en se dotant de l'arme nucléaire. Seule la classe ouvrière est capable d'offrir une issue progressiste aux peuples d'Iran et de toute la région. Pour cela, il lui faut un parti débarrassé de toute illusion envers la réaction cléricale comme envers la monarchie ou l'impérialisme occidental, russe ou chinois contemporain, un parti de type bolchevik.